

PROGRAMME PÉDAGOGIQUE



Promotion 2015



Table des matières

I.	LA COMPOSITION DE LA PROMOTION 2015.....	3
A.	LES AUDITEURS DE JUSTICE.....	3
1)	Les auditeurs de justice recrutés sur concours.....	5
2)	Les auditeurs de justice recrutés sur titres.....	5
B.	LES AUTRES PUBLICS FORMÉS.....	6
1)	Les élèves avocats	6
2)	Les auditeurs étrangers.....	6
II.	LE PROFIL DE LA PROMOTION 2015	7
1)	Origine du recrutement	7
2)	Répartition des candidatures aux concours.....	8
3)	Évolution du nombre d'inscrits aux concours de l'ENM depuis 1987.....	9
4)	Taux de sélectivité des concours.....	10
5)	Répartition hommes/femmes	11
6)	Les âges	12
7)	Origines socioprofessionnelles des parents.....	13
8)	Dernier emploi occupé des auditeurs issus du 2ème concours et du recrutement sur titre.....	15
9)	Lieu de naissance des auditeurs de justice	16
10)	Diplômes	16
11)	Expérience professionnelle préalable.....	17
12)	Chargés de famille	17
13)	Préparation aux concours.....	18
14)	Langues étrangères.....	19
15)	Boursiers.....	19
III.	L'OBJECTIF DE LA FORMATION	20
IV.	LE SERMENT DES AUDITEURS DE JUSTICE.....	21
V.	LES CAPACITES FONDAMENTALES A ACQUERIR.....	22
VI.	LES POLES DE FORMATION	23
VII.	L'ORGANISATION PEDAGOGIQUE DE LA FORMATION INITIALE	24
A.	LE DIRECTEUR DE L'ECOLE.....	24
B.	LA DIRECTRICE ADJOINTE CHARGÉE DU RECRUTEMENT, DE LA FORMATION INITIALE ET DE LA RECHERCHE.....	24
C.	LA SOUS-DIRECTION DES RECRUTEMENTS ET DE LA VALIDATION DES COMPETENCES.....	25
D.	LA SOUS-DIRECTION DES ETUDES.....	26
E.	LA SOUS-DIRECTION DES STAGES.....	33
F.	LE DEPARTEMENT DE LA RECHERCHE ET DE LA DOCUMENTATION	46
VIII.	LES SEQUENCES ET LE CALENDRIER DE LA FORMATION	47
IX.	LES OBJECTIFS DES SEQUENCES DE FORMATION	49
X.	LE CONTENU DES SEQUENCES DE FORMATION	51
XI.	LES METHODES PEDAGOGIQUES.....	61
XII.	L'AFFECTATION EN STAGE.....	62

A.	LE CHOIX DES LIEUX	62
1)	Principes généraux (extraits du règlement intérieur)	62
2)	Le stage juridictionnel	62
3)	Le stage avocat	62
B.	LES EMPECHEMENTS A AFFECTATION	62
1)	Le stage juridictionnel	63
2)	Le stage avocat	64
XIII.	LE LIVRET PEDAGOGIQUE DE L'AUDITEUR.....	66
XIV.	LA VALIDATION DE L'ACQUISITION DES COMPETENCES ET LE CLASSEMENT DES AUDITEURS	67
A.	DURANT LA SCOLARITE GENERALISTE : LE LIVRET DE L'EVALUATION	67
B.	AU TERME DE LA FORMATION GENERALISTE : L'EXAMEN D'APTITUDE ET DE CLASSEMENT.....	68
XV.	LE CHOIX DES POSTES A LA SORTIE DE L'ECOLE	71
XVI.	LE SERMENT DU MAGISTRAT	72

I. COMPOSITION DE LA PROMOTION 2015

A. LES AUDITEURS DE JUSTICE

La promotion 2015 est composée de 262 auditeurs de justice :

- 204 auditeurs de justice recrutés à la suite de la session 2014 des trois concours d'accès
 - 173 par le 1^{er} concours
 - 24 par le 2^{ème} concours
 - 7 par le 3^{ème} concours
- 58 auditeurs de justice recrutés sur titres en application des dispositions de l'article 18-I de l'ordonnance du 22 décembre 1958

CIV	NOMS	PRENOMS	M.	CASTELBOU	Julien	Mme	DURAND	Claire
Mme	AJAYON	Lola	M.	CHAPTAL	Philippe	M.	DUVAL	Éric
M.	ALBOUZE	Julien	M.	CHARDENOUX	Simon	Mme	EBLE	Clémence
Mme	ANDRÉ	Léa	Mme	CHARME	Camille	M.	ECHILLEY	Marc
Mme	APETROAIE	Cristina	Mme	CHAUSSEADE	Lucile	M.	ERRABIH	Abdessamad
Mme	ARGIBAY	Lucia	Mme	CHENNEVIERE	Maud	Mme	ESCUDIER	Marion
M.	ARLOTTO	Jacques	Mme	CHODRON DE COURCEL	Sophie	Mme	ESTEVE	Magali
M.	ARMANET	Louis-Marie	Mme	CHRETIEN	Louise	Mme	ESTIVAL	Morgane
M.	ATTIA	Fabien	Mme	CIVIT	Clémence	M.	FABRE	Mérodie
Mme	AUBERT	Adrienne	Mme	CLANAC	Eloise	M.	FLEURY	Bruno
Mme	AUBERTIN	Capucine	Mme	COADOU	Marion	Mme	FOLLARD	Adeline
Mme	AUDEBERT	Julie	Mme	COENEN	Coralie	Mme	FOREY	Domitille
Mme	BARA-AISSA	Nawelle	M.	COIN	Nicolas	Mme	FORST	Déborah
Mme	BALLOT	Élodie	Mme	COLLOMB (SINÈGRE-DAVID-COLLOMB)	Camille	Mme	FOULTIER	Anne-Laure
Mme	BARBOSA	Aurélien	Mme	COLLOT	Natacha	Mme	FRAISSE	Aurélien
Mme	BAROTTE	Adèle	Mme	CORDARY	Lorraine	Mme	FRANGIALLI GUENIN	Laura
Mme	BARTHOMEUF ép. GALAUD	Audrey	Mme	COSNARD	Julie	Mme	FREDON	Alix
Mme	BEAUCHIERE	Léa	Mme	COSQUER	Camille	Mme	FRÈREJOUAN du SAINT	Anne
M.	BEAUFOUR	Gonzague	Mme	COUDUNIER	Marion	Mme	FROCHOT	Marianne
Mme	BELAC	Johanna	Mme	COUET	Laura	M.	FROSSARD	Loïc
Mme	BELLE	Wendy	Mme	COURGEON	Noémie	Mme	GAJAN	Léa
Mme	BENEDETTI	Christel	M.	COURROYE	Tanguy	Mme	GALIBERT	Sarah
M.	BENOIST	Alexandre	M.	COUSIN	Frédéric	Mme	GAMET	Johanna
Mme	BERLIOZ	Marie	Mme	CUSSAC	Alexia	Mme	GARDAIR	Alice
Mme	BERNARD	Cindy	M.	DARCHY	Sylvain	Mme	GARDIES	Marine
Mme	BETSSAC	Marianne	Mme	DARTEY-DENEKEN	Dédé	Mme	GARRET ép. PORRECA	Anne-Laure
Mme	BIJAOU	Caroline	Mme	DAS	Olivia	M.	GAUTHIER	Yoann
Mme	BIREAU	Marion	Mme	DAUBRESSE	Sophie	Mme	GERARD	Caroline
M.	BITTMANN	Bruno	Mme	DE LUCA	Manuela	Mme	GERBAUD	Audrey
Mme	BLANC	Louise	Mme	DE VALLÉE	Aude	Mme	GNANOU	Nirmala
Mme	BLAS	Eva	Mme	DEBLED	Louise	Mme	GNIMAYO	Hélène
Mme	BOBILLIER	Louise	Mme	DECHENF	Marion	M.	GOIX	Rodolphe
Mme	BODIN	Sylvia	Mme	DEJOURS	Clara	Mme	GOUDÉ	Laura
M.	BOISDRON	Vincent	M.	DEL MORAL	Arnaud	Mme	GRAA	Imen
Mme	BORDEAU	Marion	Mme	DELHY	Léa	Mme	GRANDJEAN	Emmanuelle
Mme	BORNE	Zoé	Mme	DEMANGE	Amélie	Mme	GRELLET SAMSON	Sophie
Mme	BOUX	Sabrina	Mme	DEMAY	Hélène	Mme	GRZESZCZAK	Céline
M.	BOUJON	Dorian	Mme	DENNEBOUY	Eline	Mme	GUILLARD	Margaux
Mme	BOUKROUNA	Farida	Mme	DESAMY	Marion	M.	GUILLOT	Benjamin
Mme	BOULET TIMSIT	Sandrine	Mme	DHOUILLY	Alice	Mme	GUTH	Florence
M.	BOURRELLY	Clément	Mme	DIONNE	Marianne	M.	HAREL	Alexandre
M.	BRAVO	Florian	Mme	DJAUDO	Amélie	Mme	HAREL	Emmanuelle
Mme	BRION	Célia	M.	DOLIVEUX	Maxime	Mme	HEBBADJ	Leila
M.	BROCHARD	Laurent	Mme	DOMME	Caroline	Mme	HEMMER	Marianne
Mme	BROVILLE	Valérie	Mme	DONINA BIRMELE	Delphine	Mme	HENRIROUX	Alice
Mme	BRUNEAU ép. CALDERON	Delphine	Mme	DRIANCOURT	Alexia	Mme	HENRY	Carole
Mme	CARATTI ép. SIZAIRE	Nadia	M.	DUCHOZE	Julien	M.	HONTCHARENKO	Grégory
Mme	CARYAJAL-DELMAR	Zunilda	M.	DUNAND-PALLAZ	Jean-Noël	Mme	HOUNKPATIN AMOUSSA	Orianne

CIV	NOMS	PRENOMS	Mme	MAUMIER	Chloé	Mme	ROSSETTO	Maïté
Mme	HUGEL	Lucile	M.	HAZOYER	Clément	M.	ROSSIGNOL	Thibault
Mme	HURLISIS	Clélia	Mme	MERABTI	Samia	M.	SARGOS	Grégoire
Mme	HYVERT	Marie-Anne	Mme	HERLE	Charlotte	M.	SAUTY	Jean-Baptiste
M.	JACOB	Martin	M.	MICHAUD	Loïc	M.	SCHERF	Tancrède
Mme	JALLIFFIER-VERNE	Léa	Mme	MONDON	Fanny	M.	SCHLOHOFF (DE PERETTI-SCHLOHOFF)	Arthur
Mme	JANSSENS	Ambre	M.	MONSARRAT	Nils	M.	SCHMALE	Raphael
Mme	JAULIN	Marie	Mme	MONTAUZOU	Marine	Mme	SERRES	Anne-Claire
M.	JOUANNEAU	Romain	M.	MORGAN	Sébastien	M.	SIMON	Valentin
Mme	JOUBERT	Charlotte	Mme	MOUSTY	Anne	Mme	SIOLY	Eve
Mme	KANDEL	Charlotte	Mme	NAULEAU	Bérengère	Mme	SOLA ép. RIGOUSTE	Céline
Mme	KARNAOUKH	Aintzané	Mme	NGUYEN BA	Laura	Mme	SORIA	Myriam
Mme	KLEBANER	Sarah	Mme	NICOLAS	Maryline	Mme	SOULAS	Camille
Mme	KLING	Gwénaëlle	Mme	NOËL ép. JOSSELIN	Stéphanie	M.	SOUROU	Christian
Mme	KREMER	Léna	M.	OLIVIER	Philippe	Mme	TAILLEPIERRE	Aurore
Mme	LACROIX	Camille	Mme	PAILLASSOU	Claire	Mme	TANTALE	Joy
Mme	LADRIERE	Marine	Mme	PAJANACCI ép. AÏT YOUNES	Véronique	Mme	TARITAX BARON	Anne
Mme	LAGANE BOUTIN	Maëlle	M.	PARODI	Ulysse	Mme	TEMAM	Fanny
Mme	LALLEMAND	Elina	Mme	PATALAS	Céline	Mme	THIEBAULT	Aude
Mme	LALLEMENT	Lucie	M.	PEIGNÉ (PEIGNE)	Brice	M.	TOUCHE	Michaël
Mme	LAROQUE	Julie	Mme	PENOT	Marie-Hélène	Mme	TOULI	Fatiha
Mme	LASCHON BROCHARD	Fanny	Mme	PERROT	Violaine	Mme	TOURNEUR	Hélène
Mme	LAVELLOT	Juline	Mme	PETROVSKI	Emilie	Mme	TRAIKZI	Sara
Mme	LE POTIER	Sophie	Mme	PHILIPPE	Josette	M.	VAN-WIJCK	Sidi-Mohamed
M.	LEBRETON	Thomas	Mme	PIBAROT	Sarah	M.	VARNEK	Alexey
M.	LECONTE	Maxime	Mme	PICHARD FONTAINE	Adeline	Mme	VENOT ép. LE MAREC	Emilie
Mme	LEFEBVRE	Nathalie	Mme	PICHOT-FARGEOT	Aude	M.	VIGUIER	Yoann
Mme	LEGUE	Hélène	Mme	POTTIER	Pauline	Mme	VINAS-ROUDIERES	Myrtis
Mme	LEMAIRE	Angélique	Mme	POUPON-JOYEUX	Célestine	Mme	VINCENT-GENOD	Lucie
Mme	LEMESLE	Hortense	Mme	PRIGENT ép. SAFAR	Céline	Mme	VIRLOGEUX	Clélia
Mme	LEPETIT	Sophie	Mme	QUINARD-THIBAUT	Odile	Mme	VISSAULT	Julie
Mme	LEROT	Marlène	Mme	RAMPI	Morgane	Mme	WEGBECHER	Elisa
Mme	LEVIEUX	Hortense	M.	REA	Jean	Mme	WEILL	Michaela
Mme	LIMOUSIN	Marie	Mme	RENARD	Philippine	Mme	WERNER	Morgane
Mme	LOINE	Pauline	M.	RENAUD	Pierre	M.	ZEARO	Silvère
M.	LOMBARDI	Sébastien	Mme	RENAUT	Mélanie	M.	ZIEGLER	Valéry
Mme	MARQUES	Aurélien	Mme	RENTZ	Sarah			
Mme	MARQUET MUFFAT-ES-JACQUES	Ségolène	Mme	REVEL	Morgane			
Mme	MARQUIS	Alexia	M.	RIEU	Pablo			
M.	MARTELLO	Laurent	Mme	RIMBAULT	Christine			
Mme	MARTINS-AZEVEDO	Delphine	M.	RINTAUD	Simon			
Mme	MASSELOT	Marjorie	M.	RODRIGUEZ	Emmanuel			

1) Les auditeurs de justice recrutés sur concours

Le premier concours est ouvert aux candidats étudiants, âgés au plus de 31 ans, titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à quatre années après le baccalauréat, ou d'un diplôme délivré par un institut d'études politiques, ou aux étudiants ayant obtenu le certificat attestant de la qualité d'ancien élève de l'école normale supérieure.

Le deuxième concours est ouvert aux fonctionnaires de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, âgés au plus de 48 ans, et justifiant d'une durée de quatre années au moins de services effectifs en ces qualités.

Le troisième concours est ouvert aux candidats justifiant de huit années d'exercice professionnel dans le secteur privé ou d'exercice d'un mandat d'élu local, ou de l'exercice de fonctions de juge non professionnel, âgé au plus de 40 ans.

2) Les auditeurs de justice recrutés sur titres

Le recrutement sur titres est ouvert aux personnes âgées de 31 ans au moins et 40 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle le dossier est examiné par la commission d'avancement. Peuvent postuler :

- Les personnes titulaires d'une maîtrise en droit et justifiant de quatre années d'activité dans le domaine juridique, économique ou social les qualifiant pour l'exercice des fonctions judiciaires
- Les docteurs en droit qui possèdent outre le diplôme requis pour le doctorat, un autre diplôme d'études supérieures
- Les personnes ayant exercé des fonctions d'enseignement ou de recherche en droit dans un établissement public d'enseignement supérieur pendant trois ans après l'obtention de la maîtrise en droit et possédant un diplôme d'études supérieures dans une discipline juridique.

B. LES AUTRES PUBLICS FORMÉS

1) Les élèves avocats

Depuis 2006, l'École nationale de la magistrature accueille des élèves avocats durant six mois dans le cadre du projet pédagogique individuel prévu dans le cursus de formation des futurs avocats. Ils sont intégrés dans les groupes de directions d'études des auditeurs de justice et suivent le même enseignement qu'eux.

L'objectif poursuivi est de permettre à des élèves avocats et à des auditeurs de justice d'intégrer mutuellement au cours de leur formation la logique professionnelle de l'autre par une meilleure connaissance réciproque des mécanismes intellectuels et la culture institutionnelle de chaque profession.

Leur sélection est opérée par les centres régionaux de formation professionnelle des avocats. L'avocat, coordonnateur des enseignements « avocat » de l'École, assure leur suivi et les relations avec leurs centres d'origine. En 2015, 14 élèves avocats (un par groupe de directions d'études) seront ainsi accueillis du 24 août 2015 au 31 janvier 2016.

Liste nominative :

CIV	NOMS	PRENOMS	ECOLES
Madame	BALESTRO	Aurelie	EDA ALIENOR - Bordeaux
Madame	BARRY	Brunehilde	EDA Sud-Ouest Pyrénées - Toulouse
Madame	BROSSEAU	Pauline	EDA du GRAND OUEST (EDAGO)
Madame	CHALMEY	Camille	EDA de la région Rhône-Alpes
Monsieur	CUISINIER	Pierre	EDA Sud-Ouest Pyrénées - Toulouse
Madame	DEROCHE	Hélène	EDA du GRAND OUEST (EDAGO)
Monsieur	DIDOU	Hicham	École Régionale des Avocats Grand-Est (ERAGE) - Strasbourg
Monsieur	DIZIER	François	Haute École des Avocats Conseils (HEDAC) - Versailles
Monsieur	FATOUX	Alexis	École du Centre Ouest des Avocats - Poitiers
Monsieur	FRUCHET	Ugo	EFB Paris
Monsieur	JANNOT	Tristan	EDA de la région Rhône-Alpes
Monsieur	LE BOUDOUIL	Arnaud	Haute École des Avocats Conseils (HEDAC) - Versailles
Madame	LERVAL	Audrey	École Régionale des Avocats Grand-Est (ERAGE) - Strasbourg
Madame	RICHEBOURG	Diane	EFB Paris

2) Les auditeurs étrangers

Historiquement, l'École nationale de la magistrature a toujours accueilli en formation initiale des juristes étrangers devant devenir magistrats dans leur pays d'origine. Ce type d'assistance technique a été très développé durant de nombreuses années et a permis ces dernières années d'accueillir des promotions d'auditeurs haïtiens et congolais aux côtés des promotions 2010 et 2011.

Depuis 2012, le fort recrutement d'auditeurs de justice ne permet pas d'accueillir des promotions d'auditeurs étrangers aussi importantes que les années précédentes.

L'École souhaite toutefois maintenir le principe de cet accueil qui participe de l'enrichissement culturel des auditeurs de justice et favorise les études de droit ou de pratiques comparées.

Les élèves ainsi accueillis suivent l'intégralité de la période d'études et effectuent ensuite un stage juridictionnel dont la durée est fixée avec les autorités judiciaires du pays d'origine. Un diplôme de fin d'études vient sanctionner cette formation.

En 2015, deux auditeurs étrangers rejoindront la promotion le 24 août.

- M. Mohamed Hanafy Attia ABDELHAMID (magistrat égyptien)
- M. Antoine Rosny SAINT LOUIS (magistrat haïtien)

II. LE PROFIL DE LA PROMOTION 2015

Cent soixante-treize auditeurs de justice (173 Adj) de la promotion 2015 sont issus du 1^{er} concours étudiants ; ces auditeurs représentent 65,78 % de la promotion, (67,64 % pour la promotion en 2014). Parmi eux, 11 sont issus des classes préparatoires ENM et représentent 4,18 % de la promotion 2015 et 6,36 % des auditeurs de justice du premier concours.

Vingt-six candidats ont été reçus au deuxième concours. Cependant, l'un d'entre eux, également admis au concours complémentaire, a opté pour cette voie de formation et un second a sollicité un report en 2016. La promotion des auditeurs issus du deuxième concours réservé aux fonctionnaires sera donc de vingt-quatre ADJ, 9,13 % de l'effectif total (7,64 % pour la promotion 2014).

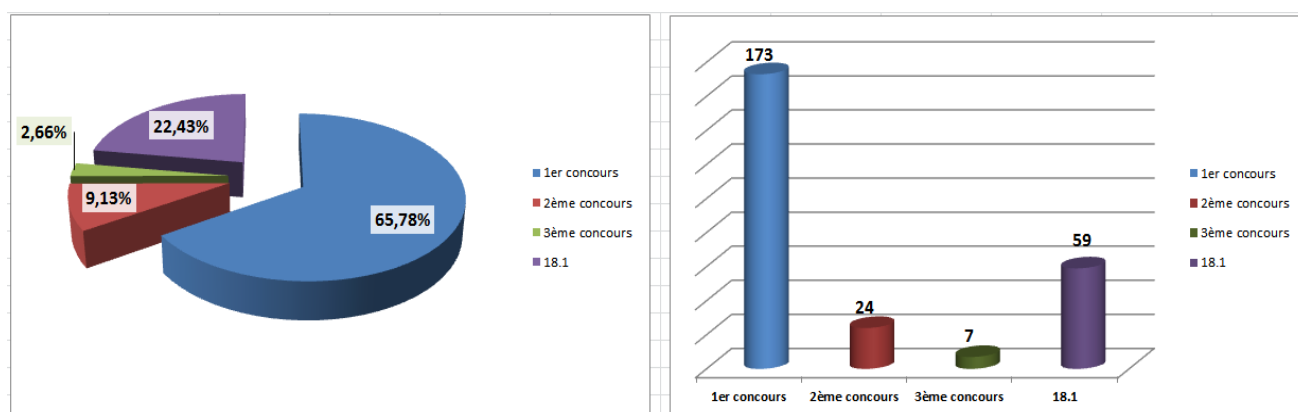
Le nombre de candidats ayant réussi le troisième concours réservé aux personnes ayant 8 années d'activité dans le domaine privé est de six auxquels il faut ajouter un auditeur de justice issu du concours 2013. Sept ADJ seront donc issus du troisième concours, ils représentent 2,66 % de l'effectif.

Cinquante-huit auditeurs recrutés sur titres (Art. 18-1) compléteront la promotion 2015 compte-tenu du report de scolarité obtenu par l'un d'entre eux. Les recrutés sur titres représentent ainsi 22,43 % de l'effectif (23,44 % en 2014).

1) Origine du recrutement

<i>promotion 2015</i>	<i>1^{er} concours*</i>	<i>2^{ème} concours</i>	<i>3^{ème} concours</i>	<i>recrutement sur titres</i>
262	173	24	7	58
262	65,78%	9,13%	2,66%	22,43 %

9* auditeurs sur 173 du 1^{er} concours (5,20 %) sont issus de la classe préparatoire Enm 2013/2014; 2 Adj de la classe préparatoire Enm 2012/2013 soit un total de 11 auditeurs (6,36 %).



2) Répartition des candidatures aux concours

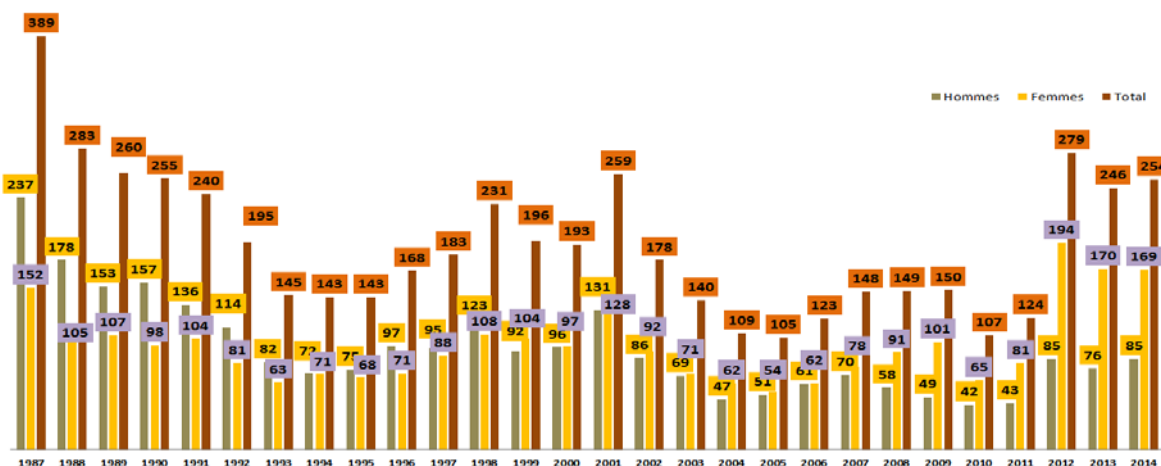
Répartition des candidats au 1er concours – session 2014					
	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	%	nombre	%	
Inscrits	516	23%	1770	77%	2286
Admis à concourir	500	22%	1753	78%	2253
Désistement	2	25%	6	75%	8
Rejets (non admis à concourir)	14	56%	11	44%	25
Absents	210	27%	560	73%	770
Présents	290	20%	1193	80%	1483
Admissibles	51	18%	234	82%	285
Abandons aux épreuves orales	2	50%	2	50%	4
Admis	34	20%	139	80%	173
Liste complémentaire	1	25%	3	75%	4
Répartition des candidats 2ème concours – session 2014					
	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	%	nombre	%	
Inscrits	85	33%	169	67%	254
Admis à concourir	77	33%	159	67%	236
Désistement	2	40%	3	60%	5
Rejets (non admis à concourir)	6	46%	7	54%	13
Absents	42	35%	77	65%	119
Présents	35	30%	82	70%	117
Admissibles	8	21%	30	79%	38
Abandons aux épreuves orales					
Admis	6	23%	20	77%	26
Liste complémentaire					
Répartition des candidats 3ème concours – session 2014					
	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	%	nombre	%	
Inscrits	39	30%	90	70%	129
Admis à concourir	30	29%	74	71%	104
Désistement	1	100%			1
Rejets (non admis à concourir)	8	33%	16	67%	24
Absents	23	34%	45	66%	68
Présents	7	19%	29	81%	36
Admissibles	2	18%	9	82%	11
Abandons aux épreuves orales					
Admis	0		6	100%	6
Liste complémentaire					

3) Evolution du nombre d'inscrits aux concours d'accès à l'ENM depuis 1987

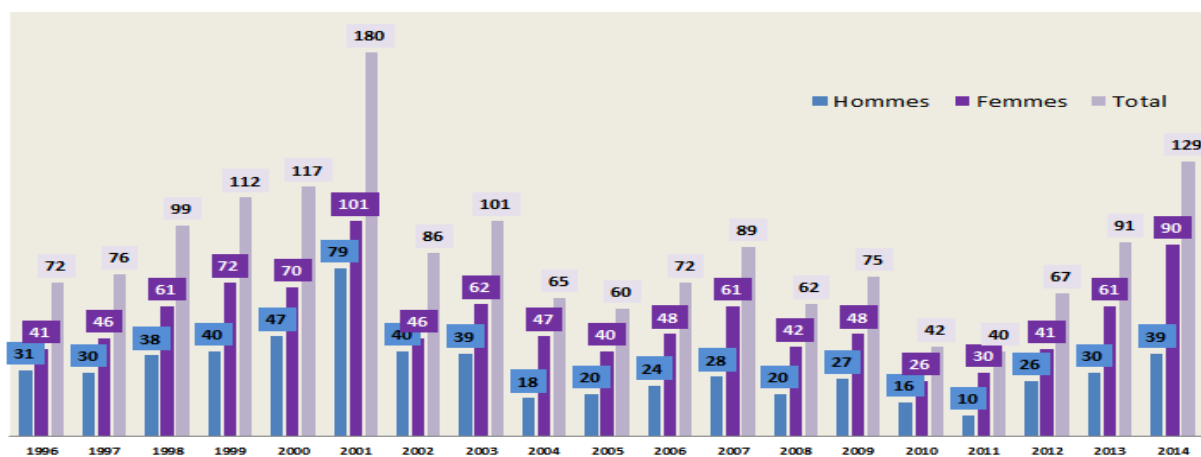
Evolution du nombre d'inscrits au 1^{er} concours d'accès à l'ENM depuis 1987



Evolution du nombre d'inscrits au 2^{ème} concours d'accès à l'ENM depuis 1987

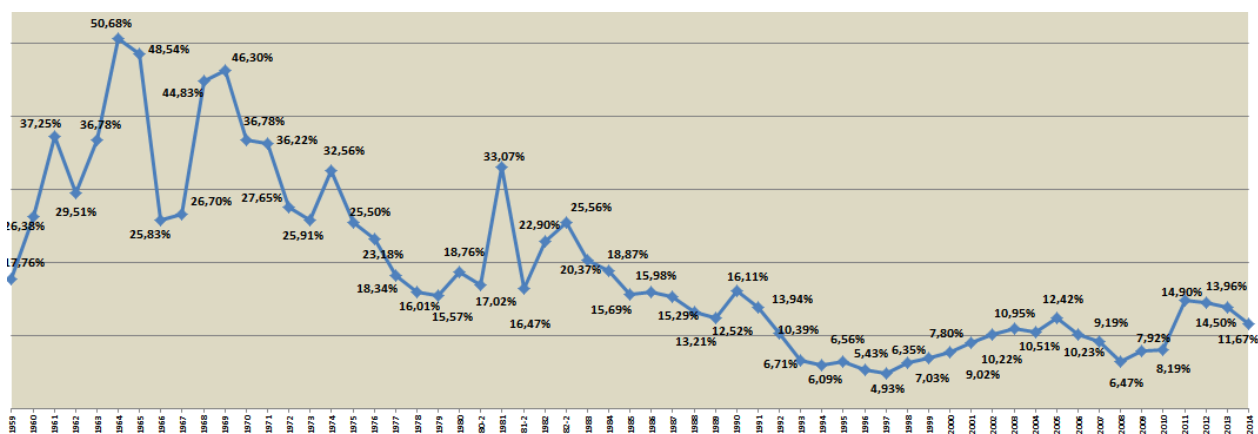


Evolution du nombre d'inscrits au 3^{ème} concours d'accès à l'ENM depuis 1987

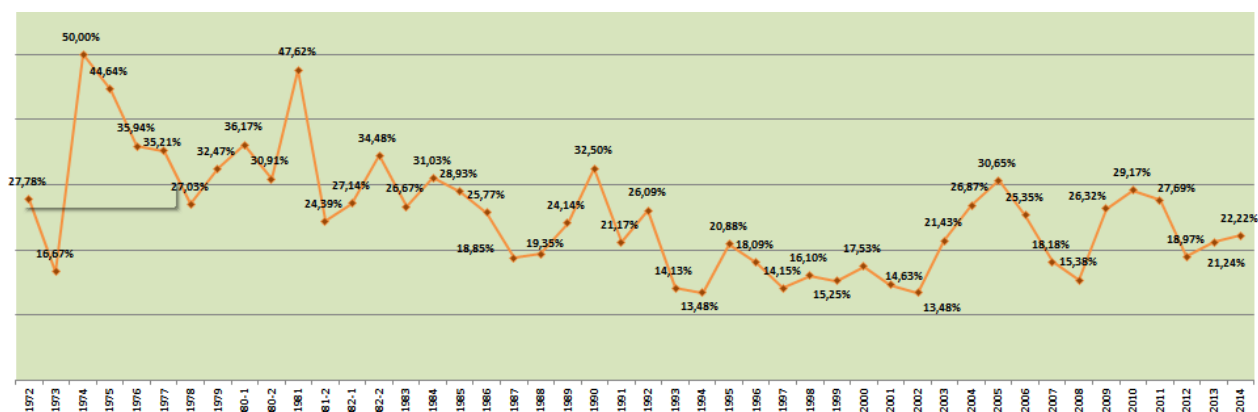


**4) Taux de sélectivité entre les présents et admis aux concours d'accès ENM.
(Mode de calcul : Nbre d'admis/ Nbre présents)**

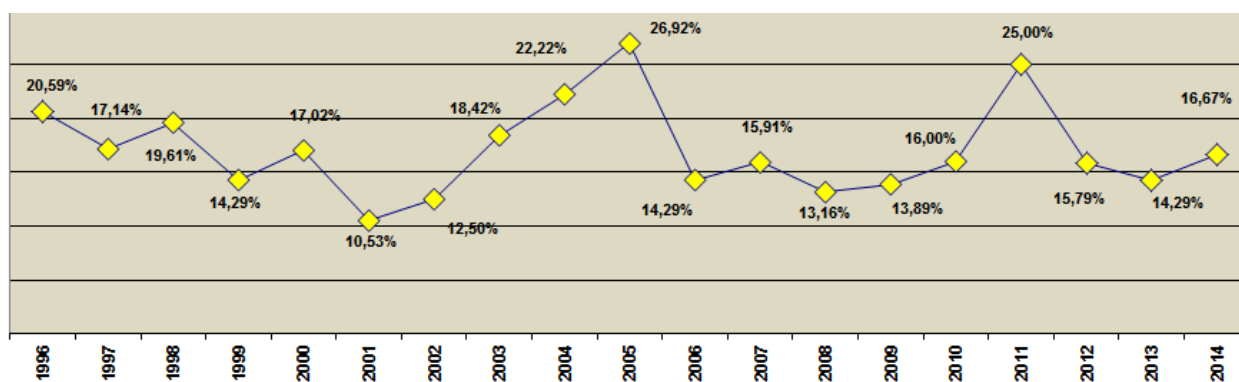
Premier concours depuis 1959



Deuxième concours depuis 1972



Troisième concours depuis 1996



5) Répartition hommes/femmes de la promotion 2015

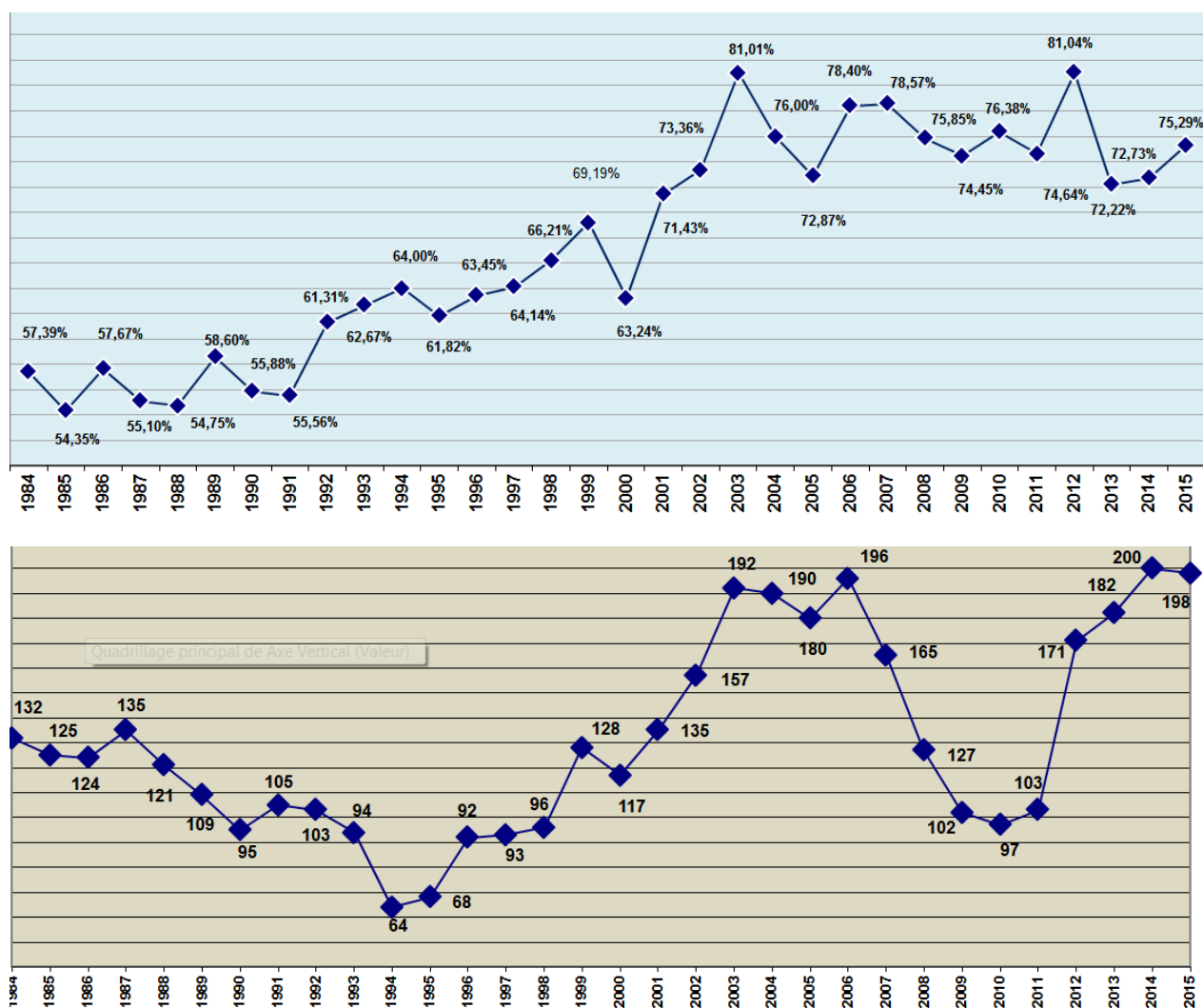
La proportion des femmes (198) (75,29%) de la promotion 2015 est en très légère augmentation par rapport à la promotion 2014 (72,73 %). Celles issues du premier concours (139) représentent 52,85 % de la promotion.

	PROMOTION 2015		1 ^{er} concours		2 ^{ème} concours*		3 ^{ème} concours**		18-I	
FEMMES	198	75.29%	139	52.85%	19	7.22%	6	2.28%	34	12.93%
HOMMES	65	24.71%	34	12.93%	5	1.90%	1	0.38%	25	9.51%
TOTAL	263	100.00%	173	65.78%	24	9.13%	7	2.66%	59	22.43%

*26 reçus mais 1 report sur concours complémentaire+1 report d'intégration pour 2016

**6 reçus mais intégration d'ADJ du concours 2013

Féminisation des promotions d'auditeurs de justice depuis 1984 (en pourcentage et nombre)

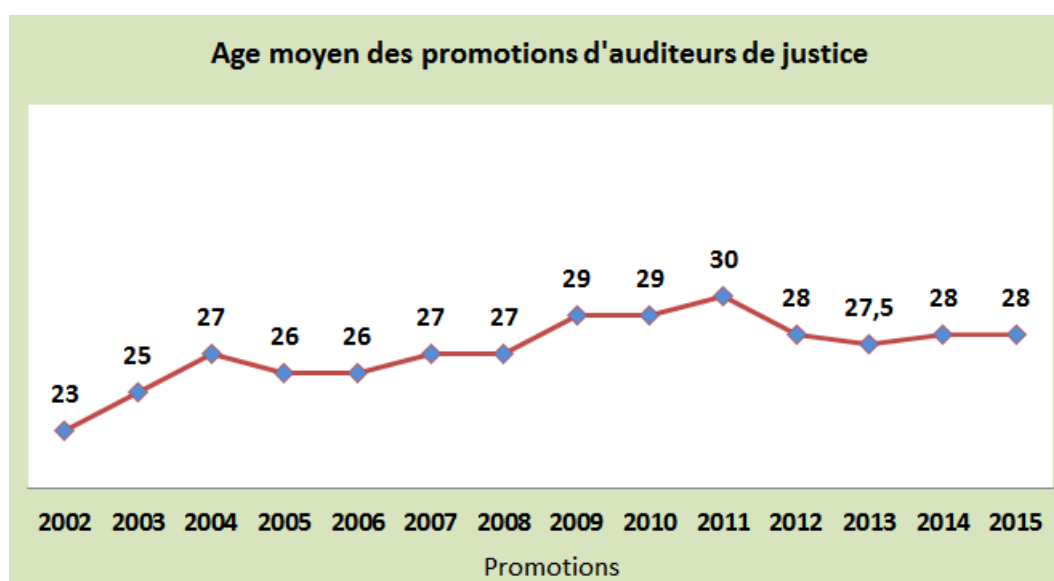


6) Les âges

L'âge moyen de l'ensemble de la promotion 2015 au 1^{er} janvier 2015 est de 28 ans et reste stable depuis 2012.

AGE	1 ^{er} concours 173 Adj	2 ^{ème} concours 24 Adj	3 ^{ème} concours 7 Adj	Recrutés sur titres 59 Adj
Minimum	22	28	32	31
Maximum	30	44	42	42
Age moyen	25	33	34	36

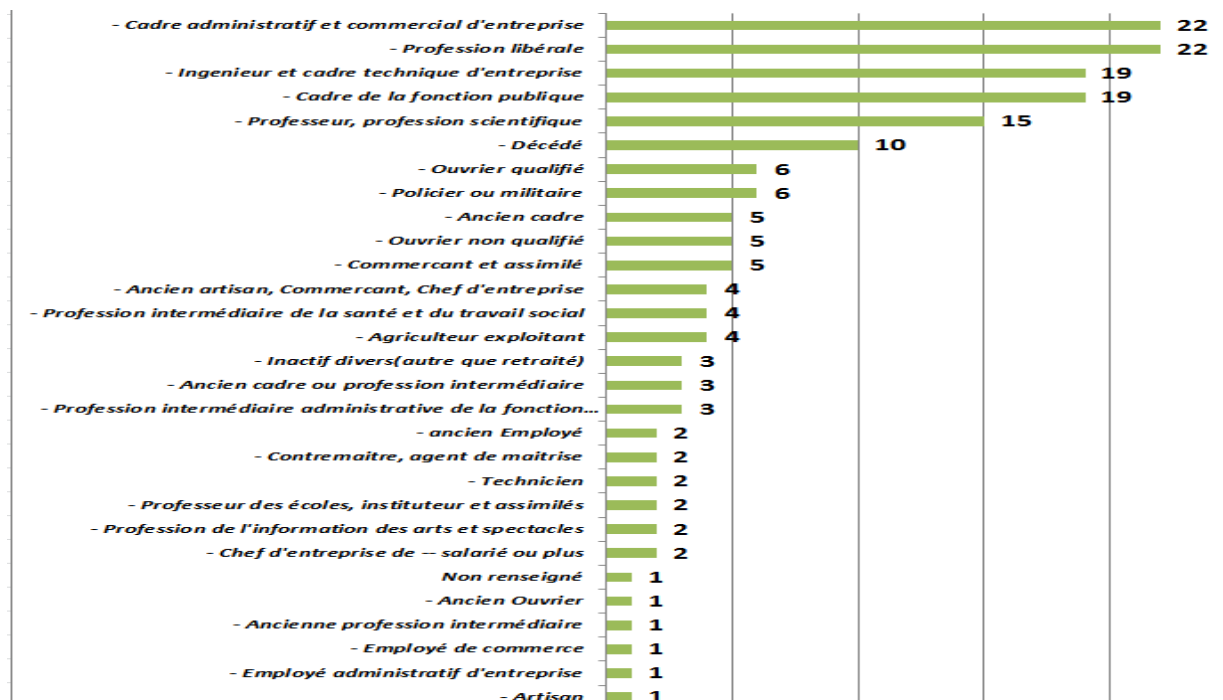
Age moyen des auditeurs de justice issus des trois concours et du recrutement latéral



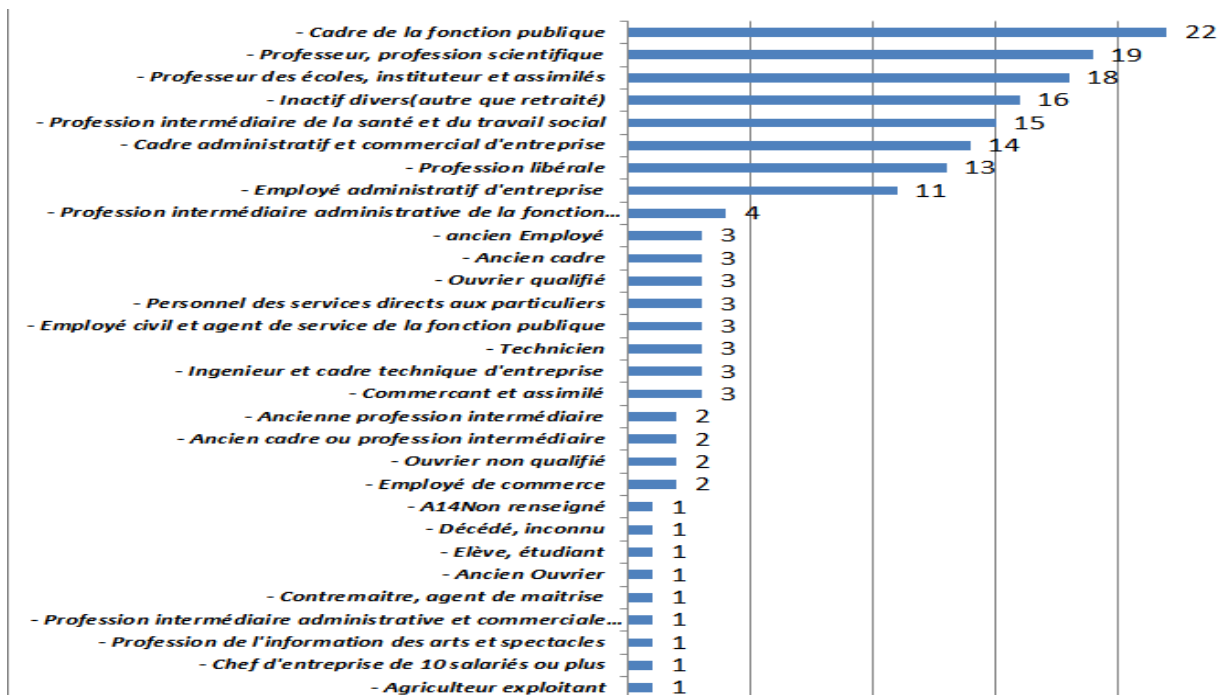
7) Origines socio-professionnelles des parents

PREMIER CONCOURS

- Père

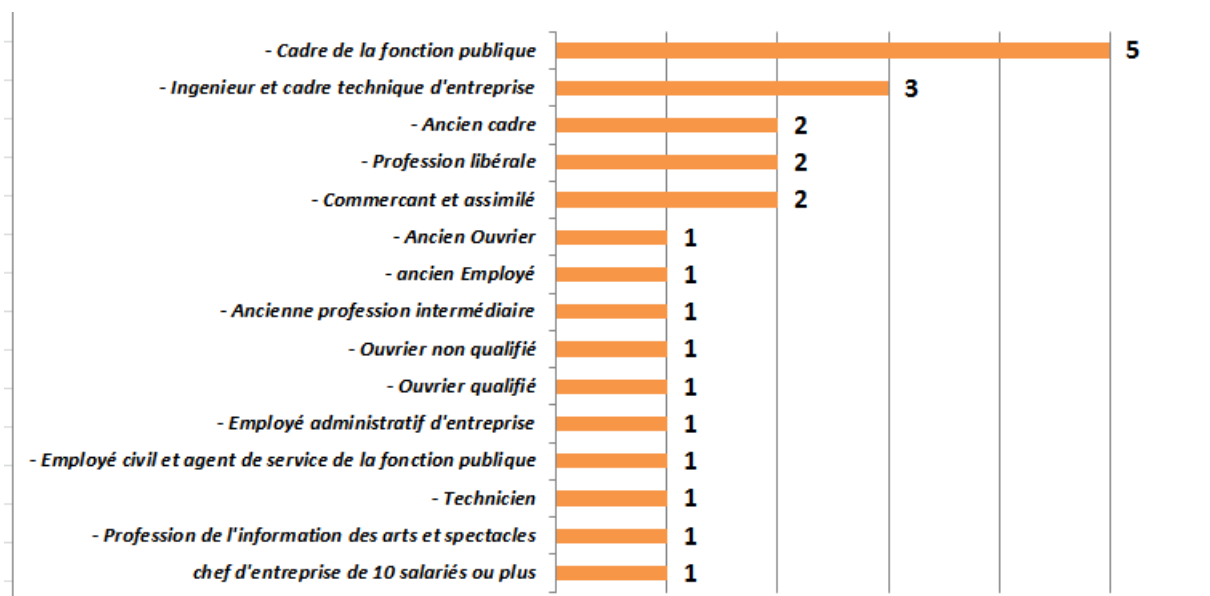


- Mère

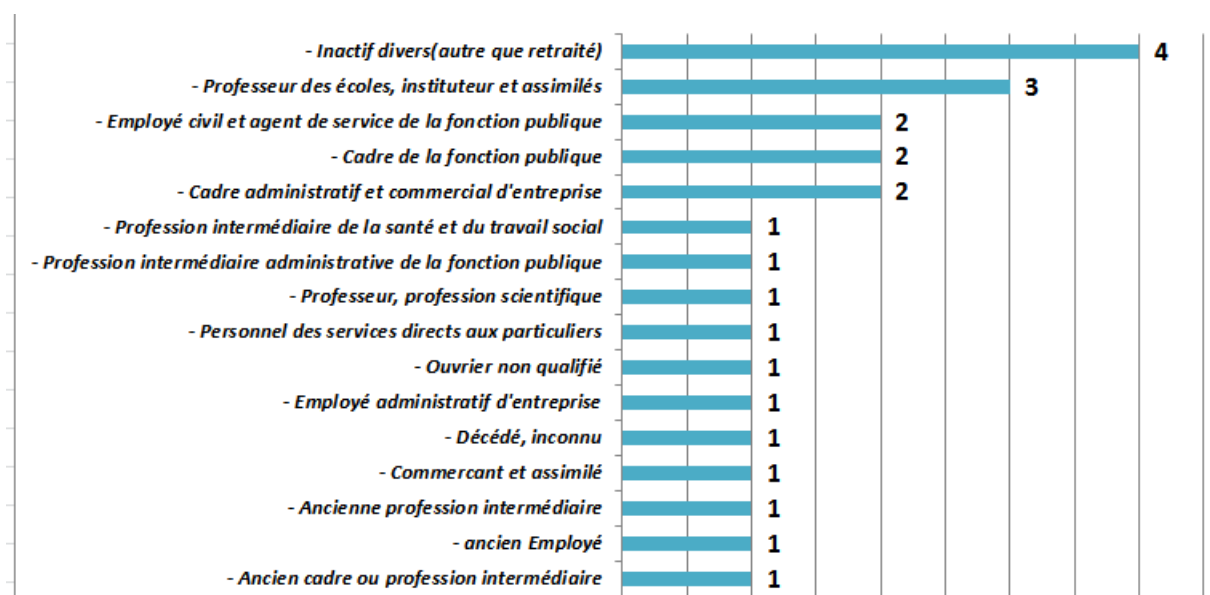


DEUXIEME CONCOURS

- Père



- Mère



8) Dernier emploi occupé des auditeurs de justice issus des 2^{ème}, 3^{ème} concours et du recrutement sur titres

Deuxième concours

Dernier Emploi Fonction Publique	
Greffier en chef	4
Greffier	3
Inspecteur des finances publiques	3
Chargé de mission	2
Conseiller Pénitentiaire d'insertion et de Probation	2
Professeur certifié	2
Assistante de justice	1
Attachée d'administration de l'Etat	1
Contrôleur financier	1
Directeur d'institut Culturel	1
Lieutenant pénitentiaire	1
Maître de conférences	1
Officier de protection	1
Non renseigné	1
Nombre d'auditeurs du 2 ^{ème} concours	24

Troisième concours

Dernier emploi	
Consultante en politiques publiques	1
Juriste en entreprise	2
Journaliste	1
Ingénieur assistance technique	1
Avocat	2
Nombre d'auditeurs du 3 ^{ème} concours	7

Recrutement sur titre

Dernier emploi occupé des auditeurs de justice recrutés sur titres		Dernier emploi occupé des auditeurs de justice recrutés sur titres	
Avocat	12	Chef du Service International	1
Juriste	6	Collaboratrice au sein d'un cabinet d'avocat aux Conseils	1
Directeur pénitentiaire	4	Collaboratrice parlementaire d'un député	1
Greffier	3	Délégué régional INPI Languedoc-Roussillon	1
Greffier en chef	3	Directeur adjoint protection de l'enfance	1
Non renseigné	3	Directrice des ressources humaines et juriste	1
Capitaine de police	2	Directrice du service d'accueil familial de Paris	1
Consultant juridique	2	Enseignante	1
Responsable juridique	2	Expert juridique	1
Assistant de justice	1	Huissier de Justice	1
Attaché temporaire d'enseignement et de recherche	1	Ingénieur d'études au CNRS	1
Chargé de travaux dirigés	1	Interprète en langues anglaise, moldave et roumaine, Expert près la cour d'appel	1
Chargé d'enseignement vacataire	1	Militaire officier juriste	1
Chargée d'enseignement faculté droit	1	Rapporteur	1
Chef du service des affaires juridiques	1	Secrétaire général adjoint d'une fédération	1
Chef du Service International	1	Nombre d'auditeurs	58

16 auditeurs de justice sur les 58 recrutés sur titre sont issus du milieu juridique ou judiciaire ; ils représentent 27,12% des recrutés sur titre et 6,08 % de l'ensemble de la promotion.

9) Lieu de naissance des auditeurs de justice

REGION DE NAISSANCE	Nombre d'ADJ	%	REGION DE NAISSANCE	Nombre d'ADJ	%
ÎLE-DE-FRANCE	70	26,62%	AUVERGNE	8	3,04%
RHONE-ALPES	29	11,03%	BOURGOGNE	8	3,04%
MIDI-PYRENEES	17	6,46%	BASSE-NORMANDIE	7	2,66%
PROVENCE-ALPES-COTE D'Az.	15	5,70%	FRANCHE-COMTE	7	2,66%
NORD-PAS-DE-CALAIS	13	4,94%	HAUTE-NORMANDIE	7	2,66%
PAYS DE LA LOIRE	13	4,94%	AQUITAINE	6	2,28%
BRETAGNE	11	4,18%	LANGUEDOC-ROUSSILLON	6	2,28%
LORRAINE	11	4,18%	LIMOUSIN	4	1,52%
CENTRE	10	3,80%	CHAMPAGNE-ARDENNE	3	1,14%
POITOU-CHARENTES	9	3,42%	GUYANE	1	0,38%
ALSACE	8	3,04%	Promotion 2015	263	100,00%

10) Diplômes

Baccalauréat

Les auditeurs de la promotion 2015 ont obtenu leur baccalauréat dans les séries suivantes :

Scientifique	107	40,68%
Science et technologies du tertiaire	1	0,38%
Littéraire	52	19,77%
Economique et social	103	39,16%
Nombre d'auditeurs	263	100,00%

Diplôme d'études supérieures

1 ^{er} concours			2 ^{ème} concours		3 ^{ème} concours		18.1		Ensemble promotion	
DIPLOMES	De Droit le + élevé	%	De Droit le + élevé	%	De droit le + élevé	%	De droit le + élevé	%	De droit le + élevé	%
DOCTORAT			2	8,33%	1	14,29%	10	16,95%	13	4,94%
MASTER 2	146	84,39%	12	50,00%	4	57,14%	38	64,41%	200	76,05%
MASTER 1	13	7,51%	6	25,00%	1	14,29%	11	18,64%	31	11,79%
AUCUN	14	8,09%	4	16,67%	1	14,29%			19	7,22%

11) Expérience professionnelle préalable des auditeurs issus du 1^{er} concours

Nombre d'auditeurs issus du premier concours : 173	Nombre	%
Derniers emplois dans la fonction publique (parmi eux 3 en tant qu'assistants de justice et 6 greffiers ou greffiers en chef)	20	11.56 %
Derniers emplois privés	36	20.81 %
Derniers doubles emplois fonction publique et emplois privés (parmi eux 10 en tant qu'assistants de justice et 2 greffiers en chef, 2 directeurs pénitentiaires stagiaires)	20	11.56 %
Stage en juridiction + stage hors juridiction	72	41.62 %
Stage en juridiction	42	24.28 %
Assistants de justice + stage en juridiction	37	21.39 %
Assistant de justice + stage en juridiction + stage hors juridiction	19	10.98 %
Assistant de justice	7	4.05 %
Assistant de justice + stage hors juridiction	5	2.89 %
Stage hors juridiction	1	0.58 %

1^{er} concours : 151 auditeurs reçus au 1^{er} concours, soit 87,28 %, ont eu une expérience professionnelle ou effectué des stages en juridiction avant leur arrivée à l'ENM.

Sur l'ensemble des auditeurs issus des trois concours et du recrutement latéral 179 auditeurs soit 68,06 % ont eu une expérience professionnelle, ou de stages en ou hors juridiction, préalable.

12) Chargés de famille

La promotion 2015 compte 42 auditeurs de justice chargés de famille soit 15,97 %. (En 2014 : 46 Adj, soit 16,73 %) :

Nombre d'auditeurs	Nombre d'enfants
14	1
22	2
4	3
2	4

13) Préparation aux concours

Premier concours

Le tableau ci-dessous montre que 108 auditeurs de justice ont préparé le premier concours dans un institut d'études judiciaires.

11 auditeurs parmi les 173 Adj du premier concours ont bénéficié des enseignements de la classe préparatoire (6,36%) (4,18 % pour l'ensemble de la promotion).

Lieux de préparation au premier concours Enm	Nombre d'auditeurs	% d'Adj du 1 ^{er} concours ayant suivi une formation	% d'Adj du 1 ^{er} concours ayant suivi une formation par rapport à l'ensemble de la promotion
Instituts d'études judiciaires + Préparations privées	66	38,15%	25,10%
Instituts d'études politiques	27	15,61%	10,27%
Instituts d'études judiciaires	23	13,29%	8,75%
Préparations privées	16	9,25%	6,08%
Instituts d'études judiciaires + Instituts d'études politiques	12	6,94%	4,56%
Instituts d'études politiques + Préparations privées	11	6,36%	4,18%
Aucune préparation	5	2,89%	1,90%
Classe préparatoire Enm	4	2,31%	1,52%
Instituts d'études judiciaires + classe préparatoire ENM	3	1,73%	1,14%
Instituts d'études judiciaires + Instituts d'études politiques + Préparations privées	2	1,16%	0,76%
Instituts d'études judiciaires + Préparations privées + Classe préparatoire Enm	2	1,16%	0,76%
Préparations privées + Classe préparatoire Enm	2	1,16%	0,76%
Instituts d'études judiciaires + Instituts d'études politiques + Classe préparatoire Enm	0		
Instituts d'études politiques + Classe préparatoire Enm	0		

INSTITUTS D'ÉTUDES JUDICIAIRES	Auditeurs	INSTITUTS D'ÉTUDES JUDICIAIRES	Auditeurs	INSTITUTS D'ÉTUDES JUDICIAIRES	Auditeurs
Paris II	49	Nancy	2	Aix en Provence	1
Bordeaux	20	Angers	2	Clermont-Ferrand	1
Paris I	12	Rennes I	2	Grenoble II	1
Lyon III	10	Paris V	1	Caen	1
Toulouse	3			Toulon	1
Montpellier	2			TOTAL	108

Deuxième concours

Lieux de préparation du deuxième concours Enm	Nombre d'auditeurs	% d'Adj du 2 ^{ème} concours ayant suivi une formation
Instituts d'études judiciaires + préparations privées	6	25,00%
Préparations privées	9	37,50%
Instituts d'études judiciaires	5	20,83%
<i>Aucune formation</i>	4	16,67%

Il résulte du tableau ci-dessus, que sur 24 admis, 20 auditeurs (80,33 %) ont suivi une préparation dans un institut d'études judiciaires

14) Langues étrangères

La langue étrangère la plus étudiée par les auditeurs reste l'anglais : 91 d'entre eux (34,60%) sont des utilisateurs compétents, 139 (52,85 %) ont des capacités à s'exprimer dans des situations courantes.

LANGUES	Utilisateur compétent		Capacités à s'exprimer dans les situations courantes		Capacités élémentaires		Aucune compétence	
ANGLAIS	91	34.60 %	139	52.85%	32	12.17%	1	0.38%
ESPAGNOL	20	7.60%	36	13.69%	85	32.32%	122	
ALLEMAND	10	3.80%	15	5.70%	49	18.63%	56	
ITALIEN	5	1.90%	6	2.28%	25	9.51%		
PORTUGAIS	1	0.38%			1	0.38%		
CHINOIS					3	1.14%		
JAPONAIS					1	0.38%		
ARABE			3	1.14%	4	1.52%		
NEERLANDAIS					1	0.38%		
RUSSE			1	0.38%	5	1.90%		
CREOLE	1	0.38%						
DANOIS					1	0.38%		
FINNOIS	1	0.38%						
GREC MODERNE					1	0.38%		
HINDI					1	0.38%		
NORVEGIEN					1	0.38%		
ROUMAIN	2	0.76 %	1	0.38%				
SUEDOIS					1	0.38%		

15) Boursiers

Les boursiers de l'enseignement supérieur issus du premier concours sont au nombre de 47 et représentent 21,17 % des auditeurs de justice de ce concours. (Nombre légèrement inférieur à celui de la promotion 2014 : 57 Adj, soit 30,48 %.)

III. L'OBJECTIF DE LA FORMATION

L'École nationale de la magistrature est une école d'application. Après un cursus de formation supérieure ou l'acquisition d'une expérience professionnelle initiale, elle a pour vocation de préparer au métier de magistrat de l'ordre judiciaire.

L'objectif de formation dévolu à l'ENM dans sa dimension de formation initiale est défini comme suit :

« Former des auditeurs de justice au métier de magistrat dans ses différentes fonctions par l'acquisition des compétences fondamentales permettant une prise de décision conforme à la loi et adaptée à son contexte, respectueuse de l'individu et des règles éthiques et déontologiques, s'inscrivant dans son environnement institutionnel national et international ».

Les huit fonctions de base auxquelles l'École doit préparer en formation initiale

Juge de grande instance
Juge d'instance
Juge d'instruction
Juge des enfants
Juge d'application des peines
Juge placé auprès du premier président
Substitut du procureur de la République
Substitut placé auprès du procureur général

Il convient de noter que la fonction de substitut placé ne présentant pas de spécificités fortes, la préparation des auditeurs devant occuper ces fonctions sera faite avec celle de substitut du procureur de la République.

La formation initiale des auditeurs de justice est une formation probatoire d'une durée de trente et un mois.

IV. LE SERMENT DES AUDITEURS DE JUSTICE

Les auditeurs de justice sont nommés par arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice. Ils sont membres du corps judiciaire et prêtent le serment qui leur permet de participer aux travaux juridictionnels des juridictions. Ils sont tenus au secret professionnel.

Le serment d'auditeur est prêté individuellement devant la Cour d'appel de Bordeaux au cours des semaines d'accueil de la promotion.

Le serment des auditeurs de justice

*« Je jure de garder religieusement le secret professionnel
et de me conduire en tout comme un digne et loyal auditeur »*



V. LES CAPACITÉS FONDAMENTALES À ACQUÉRIR

Les compétences fondamentales du magistrat qui devront être déclinées dans les huit fonctions de base pouvant être choisies par l'auditeur de justice à la sortie de l'École, résulteront de la maîtrise de treize capacités fondamentales.

Les treize capacités fondamentales du magistrat à acquérir

- Capacité à identifier, s'approprier et mettre en œuvre les règles déontologiques
- Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier
- Capacité à identifier, respecter et garantir un cadre procédural
- Capacité d'adaptation
- Capacité à adopter une position d'autorité ou d'humilité adaptée aux circonstances
- Capacité à la relation, à l'écoute et à l'échange
- Capacité à préparer et conduire une audience ou un entretien judiciaire dans le respect du contradictoire
- Capacité à susciter un accord et à concilier
- Capacité à prendre une décision, fondée en droit et en fait, inscrite dans son contexte, empreinte de bon sens, et exécutable
- Capacité à motiver, formaliser et expliquer une décision
- Capacité à prendre en compte l'environnement institutionnel national et international
- Capacité à travailler en équipe
- Capacité à organiser, gérer et innover

VI. LES PÔLES DE FORMATION

L'activité pédagogique de l'École nationale de la magistrature est structurée, tant en formation initiale qu'en formation continue, en pôles de formation (article 40-I du décret n° 72-355 du 4 mai 1972).

Les huit pôles de formation

- Humanités judiciaires
- Processus de décision et de formalisation de la justice civile
- Processus de décision et de formalisation de la justice pénale
- Communication judiciaire
- Administration de la justice
- Dimension internationale de la justice
- Environnement judiciaire
- Vie économique



VII. L'ORGANISATION PÉDAGOGIQUE DE LA FORMATION INITIALE

A. LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE



M. Xavier Ronsin

Magistrat issu de la promotion 1980 A, il est d'abord nommé juge d'instruction à Lorient (1982 à 1988), puis premier juge d'instruction à Chartres (1989 à 1990), procureur de la République à Roanne (1991 à 1994), substitut général à Angers (1994 à 2002). De 2002 à 2004, il exerce successivement les fonctions de chef de service et d'adjoint au directeur de l'administration pénitentiaire. En 2004, il devient avocat général à Rennes en charge notamment de la Juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) en matière de criminalité organisée et de délinquance économique et financière. En 2008, il rejoint le TGI de Nantes en tant que procureur de la République. Il est nommé directeur de l'ENM en février 2012.

En matière de formation initiale, il a notamment en charge :

- La mise en œuvre de la mission pédagogique de l'École
- La présidence du conseil pédagogique
- La définition des orientations et objectifs pédagogiques du programme pédagogique (qui sont validés par le conseil d'administration de l'École)
- La détermination, en fin de scolarité, de l'avis de l'École auprès du jury de l'examen d'aptitude et de classement

B. LA DIRECTRICE ADJOINTE CHARGÉE DU RECRUTEMENT, DE LA FORMATION INITIALE ET DE LA RECHERCHE



Mme Emmanuelle Perreux

Magistrate issue de la promotion 1990, elle a été nommée en 1992 substitut au TGI de Compiègne, puis magistrate détachée à l'administration centrale du ministère de la justice en 1994. De retour en juridiction, elle fut successivement juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Saint-Denis de la Réunion en 1996, juge placée auprès du premier président de la cour d'appel de Bordeaux en 1999, juge de l'application des peines à Bordeaux en 2002, vice-présidente de l'application des peines au TGI de Périgueux en 2006, vice-présidente placée auprès du premier président de la cour d'appel de Bordeaux en 2008 et, vice-présidente en 2010 au TGI de Bordeaux. Elle sera nommée membre du Conseil supérieur de la

magistrature de 2011 à 2015. Détachée auprès de l'Ecole Nationale de la Magistrature, elle est nommée directrice adjointe chargée des recrutements, de la formation initiale et de la recherche le 8 juin 2015.

En matière de formation initiale, elle a notamment en charge :

- La rédaction du programme pédagogique des auditeurs de justice
- L'évaluation de la pédagogie dispensée en formation initiale (en lien avec le conseil pédagogique)
- La coordination des sous-directions des recrutements et de la validation des compétences, des études, des stages et du département de la recherche et de la documentation
- L'élaboration du recueil statistique annuel de la direction
- Les relations avec les délégués de promotion

C. LA SOUS-DIRECTION DES RECRUTEMENTS ET DE LA VALIDATION DES COMPÉTENCES



Mme Cécile Gensac, sous-directrice des recrutements et de la validation des compétences

Magistrate issue de la promotion 1995, elle a été successivement substitut à Evreux puis à Chartres avant d'être nommée vice-présidente chargée de l'instruction à Evry et enfin vice-procureure au parquet de Melun. Elle rejoint l'École nationale de la magistrature en qualité de sous-directrice du recrutement et de la validation des compétences en février 2013.



M. Pierre Richefort, greffier en chef, chef du service

Cette sous-direction a en charge, dans le cadre de la formation initiale :

- Le jury de l'examen de classement : composition / formation / gestion administrative
- La formation des évaluateurs
- La représentation de l'ENM devant la commission d'avancement et le jury de l'examen d'aptitude et de classement
- L'évaluation des stages probatoires (recrutés latéraux, concours complémentaires)
- L'élaboration des grilles d'évaluation (en lien avec les sous-directions des études et des stages)
- L'élaboration des statistiques de la sous-direction

Cette sous-direction s'appuie sur les coordonnateurs régionaux de formation qui sont magistrats détachés à l'École pour une durée déterminée (trois années renouvelables une fois). Ils sont délocalisés dans dix régions judiciaires comprenant plusieurs cours d'appels et localisés dans l'une d'elles. Ils participent à l'évaluation de la période du stage juridictionnel des auditeurs de justice. Les coordonnateurs régionaux de formation sont secondés par des magistrats évaluateurs adjoints à raison d'une des 3 évaluations sur site.

D. LA SOUS-DIRECTION DES ÉTUDES



Mme Sabine Corvaisier, sous-directrice des études

Magistrate issue de la promotion 1999, elle fut successivement substitut à Arras, juge d'instruction à Béthune, vice-président chargé de l'instruction à Lille puis détachée auprès de l'École Nationale de la Magistrature en avril 2012 en qualité de coordonnatrice régionale de formation, avant d'être nommée sous-directrice des études à l'Enm en septembre 2015.



M. Xavier Martinen, coordonnateur de formation et adjoint à la sous-directrice des études

Magistrat issu de la promotion 2002, il fut juge des enfants à Lille en 2004 avant de rejoindre l'Ecole en mars 2011.



Mme Isabelle TRARIEUX-CLAUSIER, attachée principale d'administration, chef du service

Cette sous-direction a en charge :

- La gestion de la vie scolaire
- L'élaboration et la gestion des plannings des activités pédagogiques
- La gestion des groupes
- La gestion centralisée des salles de l'ENM Bordeaux
- La gestion des vacances et des frais d'enseignement
- La coordination des moyens en lien avec les services du secrétariat général
- L'information des publics formés (auditeurs de justice, recrutés latéraux, magistrats en reconversion)
- Le suivi de l'accueil des élèves avocats
- La conception et mise en œuvre des séquences de formation initiale (auditeurs de justice, concours complémentaires, recrutés latéraux, reconversions aux sept fonctions de base)
- La gestion de l'arborescence informatique des pôles de formation
- La formation de formateurs (interne : coordonnateurs de formation, enseignants associés - externe : au bénéfice du département international)
- L'élaboration des fascicules pédagogiques
- L'élaboration ou la recherche de supports pédagogiques
- La coordination pédagogique des pôles de formation
- La recherche d'intervenants / la tenue du fichier des intervenants
- L'accueil des intervenants
- Le suivi du livret pédagogique des auditeurs
- Le suivi et l'accompagnement des auditeurs durant la période d'études
- L'élaboration des statistiques de la sous-direction
- Les relations avec les délégués de groupes

La sous-direction des études s'appuie sur un corps enseignant en formation initiale qui est composé :

- ❖ **DE COORDONNATEURS DE FORMATION** : ils sont détachés à l'École ou sous contrat pour une durée déterminée (trois années renouvelables une fois). Ils constituent le cadre enseignant permanent de l'École. Ils sont affectés à l'un des huit pôles de formation :

Humanités judiciaires



Mme Emmanuelle Leboucher-Cabelguenne, (animatrice du pôle)

Magistrate issue de la promotion 1995, elle a été successivement juge des enfants au tribunal de grande instance de Chaumont en 1997 puis de Chalon-sur-Saône en 1999. Elle a été nommée vice-présidente en charge du tribunal d'instance de Pointe-à-Pitre en 2006, puis vice-présidente à Rouen en 2008 avant de rejoindre l'École en septembre 2011.

Processus de décision et de formalisation de la Justice civile



Mme Audrey Boitaud

Magistrate issue de la promotion 2001, elle a successivement occupé les fonctions de juge chargé du tribunal d'instance d'Altkirch en 2003 puis de juge au tribunal de grande instance de Bordeaux en 2009 avant de rejoindre l'École en août 2013.



Mme Delphine Bourgouin

Magistrate issue de la promotion 2001, elle fut respectivement, juge des enfants au tribunal de grande instance de Béthune en 2003, puis à Melun en 2006 avant d'occuper les fonctions de vice-présidente chargée de l'application des peines à Bobigny en 2011. Elle a rejoint l'École en mars 2014.



Mme Véronique Cadoret (animatrice du pôle)

Magistrate issue de la promotion 1992, elle a été successivement juge à Saumur en 1994, puis chargée du tribunal d'instance de Saintes en 2003 ; vice-présidente à Saumur chargée du tribunal d'instance en 2005, puis vice-présidente à Versailles chargée du tribunal d'instance de Rambouillet en 2009, avant de rejoindre l'École en février 2011.



Mme Sonia Desages

Magistrate issue de la promotion 1998, elle a été successivement juge chargée du tribunal d'instance à Mende en 2000, puis à Carcassonne chargée du tribunal d'instance en 2003, juge à Béziers en 2010 avant de rejoindre l'École le 1^{er} septembre 2015.



Mme Valérie Grenier

Magistrate issue de la promotion 1992, elle fut successivement juge des enfants à Auxerre en 1994, magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice en 1997, juge des enfants à Bergerac en 2001, puis vice-procureur de la République à Pau en 2006 avant de rejoindre l'École en juillet 2011.



Mme Emmanuelle Leboucher-Cabelguenne
(CV voir plus haut)



M. Xavier Martinen,
Adjoint à la sous-directrice des études
(CV voir plus haut)



Mme Corinne Miot
Magistrate issue de la promotion 2003 du concours complémentaire, elle a été nommée juge d'instruction à Béthune en 2004, puis juge d'instance chargée du tribunal d'instance de Ribérac en 2006 et juge d'instance à Périgueux en 2009 avant de rejoindre l'Ecole en août 2012.



Mme Anne Mure
Magistrate issue de la promotion 1999, elle fut successivement juge à Moulins, chargée du tribunal d'instance en 2001, juge à Nanterre chargée du tribunal d'instance de Clichy en 2005, juge à Paris en 2007, puis vice-présidente à Bobigny avant d'être détachée auprès de l'École en août 2012.



Mme Sophie Vignaud
Magistrate issue de la promotion 2000, elle a été successivement juge des enfants à Laon en 2002 puis à Angoulême en 2006 et juge à Bordeaux en 2008. Elle a rejoint l'École en septembre 2011

Processus de décision et de formalisation de la Justice pénale



Mme Delphine Bourgouin
(CV voir plus haut)



Mme Estelle Cros-Jean
Magistrate issue de la promotion 2003, elle a été nommée substitut placé au parquet de Grenoble en 2005, puis substitut au même TGI en 2007, juge d'instruction à Fort de France en 2010, vice-procureur placé auprès du procureur général à Bordeaux en 2013. Elle a rejoint l'Ecole en septembre 2015.



Mme Valérie Grenier
(CV voir plus haut)



M. Laurent Gevrey

Magistrat issu de la promotion 1996, il a été nommé substitut au parquet de Rodez en 1999, puis de Dax en 2003, avant d'occuper les fonctions de vice-procureur près le tribunal de grande instance de Dax en 2008. Il a rejoint l'Ecole en avril 2013.



M. Xavier Martinen
(CV voir plus haut)



Mme Valérie Noël (co-animatrice du pôle)

Magistrate issue de la promotion 2003, elle est nommée substitut à Toulouse en 2005, puis juge d'instruction à Bordeaux en 2010. Elle rejoint l'Ecole en 2014.



Mme Emilie Philippe (animatrice de pôle)

Auditrice de justice de la promotion 2002, elle fut d'abord juge placé auprès du premier président de la cour d'appel de Douai en 2004, avant d'occuper des fonctions de juge d'instruction à Lille en 2006. Elle rejoint l'Ecole en août 2012.

M. Emmanuel Planque

Magistrat issu de la promotion 1995, il a été successivement nommé juge des enfants à Épinal en 1999, et à Niort en 2001, juge d'instruction à Bordeaux en 2006 puis vice-président à Mamoudzou en 2011. Il a rejoint l'Ecole en novembre 2015



Mme Bérangère Raffy

Magistrate issue de la promotion 1999, elle a été successivement substitut placé auprès du procureur général à Poitiers en 2001, puis substitut à Libourne en 2004 avant de rejoindre l'Ecole en 2010.



Madame Aurélie Reymond

Magistrature issue de la promotion 2004, elle a été successivement juge d'instruction à Meaux en 2006, Nanterre en 2010, puis à Paris en 2012 avant de rejoindre l'Ecole en avril 2015.



M. Pierre Rouvière

Magistrat issu de la promotion 2002, il a occupé des fonctions de juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Chalons en Champagne en 2004, puis de juge à Amiens en 2007 et de juge de l'application des peines à Bordeaux en 2009 avant de rejoindre l'Ecole en août 2013.



Madame Laure Vuitton

Magistrate issue de la promotion 2004, elle a occupé les fonctions de juge de l'application des peines à Angoulême en 2006, puis de juge d'instruction à Libourne avant de rejoindre l'Ecole en mars 2015.

Communication judiciaire



Mme Sophie Vignaud (animatrice du pôle)
(CV voir plus haut)



Mme Valérie Noël (co-animatrice du pôle)
(CV voir plus haut)

Administration de la justice



Mme Murielle Goure (animatrice du pôle)

Admise au concours de greffière en 1995, puis reçue à celui de greffière en chef en 2008, Murielle Goure a successivement occupé des postes de greffière au conseil de prud'hommes de Mulhouse, de greffière « placée » au sein de la cour d'appel de Riom, de greffière au tribunal de grande instance de Dax, de greffière en chef « placée » sur le ressort de la cour d'appel de Poitiers et de directrice de greffe du tribunal de grande instance de Libourne. Elle a rejoint l'Ecole en novembre 2013.

Dimension internationale de la justice



Mme Clémence Caron (animatrice du pôle)

Magistrate issue de la promotion 2004, elle a successivement occupé les fonctions de juge placé auprès du Premier président de la cour d'appel de Bastia en 2006, puis de substitut du procureur aux parquets de Nantes en 2009 et de Bordeaux en 2012 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2014.



Mme Amanda Gedge Wallace

Licenciée ès-lettres, diplôme de traduction en 1991, agrée membre de l'institut de linguistes de Londres en 1994, elle a été successivement professeur d'anglais à Cetradel (Gironde), professeur d'anglais à l'institut Bernom à Bordeaux, puis au Centre d'étude des langues à Bordeaux, à l'université Michel de Montaigne à Bordeaux, avant de rejoindre l'École en 1998.

Environnement judiciaire



Mme Valérie Grenier (animatrice du pôle)
(CV voir plus haut)

Vie économique



Mme Clémence Caron (animatrice du pôle)
(CV voir plus haut)

La sous-direction des études se compose également :

- ❖ **D'ENSEIGNANTS ASSOCIÉS** : ils interviennent régulièrement à l'École tout en conservant leur activité principale. Ils sont recrutés pour une année renouvelable et sont affectés à l'un des huit pôles de formation.

- ❖ **D'INTERVENANTS OCCASIONNELS** : professionnels reconnus dans leur domaine de compétence, ils interviennent ponctuellement à l'École pour animer des conférences ou des ateliers.

Chaque pôle de formation est organisé de la façon suivante :

- **UN DOYEN DES ENSEIGNEMENTS**, commun à la formation initiale et à la formation continue, ayant le statut d'enseignant associé : il élabore, après avis des enseignants du pôle, les orientations et les modalités de la mise en œuvre des objectifs pédagogiques qui ont été définies par le directeur après avis conforme du conseil d'administration. Il contribue aux enseignements et à l'élaboration des activités pédagogiques (article 40-I du décret n° 72-355 du 4 mai 1972).

Les doyens des enseignements

Humanités judiciaires

*Mme Nicole Maestracci.
Magistrate, membre du Conseil constitutionnel*

Processus de décision et de formalisation de la Justice civile

*M. Christian Charruault
Président de chambre à la Cour de cassation*

Processus de décision et de formalisation de la Justice pénale

*M. Jean Olivier Viout
Procureur général honoraire près la Cour d'appel de Lyon*

Communication judiciaire

*M. Jean-Claude Guillebaud
Journaliste et essayiste*

Administration de la justice

*M. Didier Marshall
Premier Président honoraire de la Cour d'appel de Montpellier*

Dimension internationale de la justice

*M. Serge Brammertz
Procureur du tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie*

Environnement judiciaire

*M. Boris Cyrulnick
Neuropsychiatre*

Vie économique

*Mme Dominique de la Garanderie
Avocate au Barreau de Paris*

- **UN ANIMATEUR DU PÔLE** en formation initiale ayant le statut de coordonnateur de formation : il anime l'activité (organisation des réunions, rédaction des fiches pédagogiques et des fiches action, lien avec le sous-directeur des études et le doyen des enseignements...) et assure la cohérence pédagogique du pôle. Il contribue aux enseignements.

Les animateurs des huit pôles en formation initiale

- Humanités judiciaires : Mme Emmanuelle Leboucher-Cabelguenne
- Processus de décision et de formalisation de la Justice civile : Mme Véronique Cadoret
- Processus de décision et de formalisation de la Justice pénale : Mme Emilie Philippe
- Communication judiciaire : Mmes Sophie Vignaud et Valérie Noël
- Administration de la justice : Mme Murielle Goure
- Dimension internationale de la justice : Mme Clémence Caron
- Environnement judiciaire : Mme Valérie Grenier
- Vie économique : Mme Clémence Caron

- **DES ASSISTANTS DE JUSTICE** (pour les pôles justice civile et justice pénale) qui exercent des missions d'assistants pédagogiques : recherche de jurisprudence, rédaction de projets de fascicules pédagogiques et de publications thématiques.

Les membres du corps enseignant de l'École sont affectés dans les différents pôles par le directeur de l'École. Ils peuvent exercer leur activité au sein d'un ou de plusieurs pôles de formation.

E. LA SOUS-DIRECTION DES STAGES



Mme Sarah Dupont, sous-directrice des stages

Magistrate issue de la promotion 1998, elle a été successivement substitut à Metz en 2000 puis à Strasbourg en 2004 avant d'être nommée vice-procureur de la République dans cette ville en 2008. Elle rejoint l'École en août 2010 en tant que coordonnatrice de formation. En septembre 2015 elle est nommée sous-directrice des stages.



Mme Emilie Lagrave, chargée de mission

Magistrature issue de la promotion 2001, elle fut substitut à Laon en 2003, substitut à Angers en 2006, juge d'instruction à Agen en 2008, vice-procureur de la République à Mont de Marsan en 2013. A compter de septembre 2015 elle est détachée à l'École en qualité de chargée de mission auprès de la sous-direction des études.



Mme Agnès Boyer, greffier en chef, chef du service

Cette sous-direction a en charge :

- L'élaboration des orientations pédagogiques des stages
- L'élaboration des fiches pédagogiques concernant les stages
- La recherche des lieux de stages (en France et à l'étranger)
- L'affectation des stagiaires
- L'évaluation des lieux de stage
- La formation des formateurs (magistrats maîtres de stage, directeurs de centre de stage, magistrats délégués à la formation)
- La gestion administrative et l'animation du réseau des coordonnateurs régionaux de formation, des magistrats évaluateurs adjoints et des directeurs de centres de stages
- Les relations avec les juridictions
- Les relations avec les délégués de régions
- Le suivi du livret pédagogique des auditeurs (durant les périodes de stage)
- Le suivi et l'accompagnement des auditeurs de justice et des recrutés latéraux durant leurs périodes de stages
- L'élaboration des statistiques de la sous-direction

Elle s'appuie sur le réseau des correspondants de l'École que sont les coordonnateurs régionaux de formation (magistrats détachés à l'ENM) et les directeurs de centre de stage (magistrats qui, tout en conservant leur activité principale, organisent les stages en juridiction des auditeurs de justice et des publics adressés par l'ENM).

LES COORDONNATEURS REGIONAUX DE FORMATION

Mme Gabrielle Vonfelt



Magistrate issue de la promotion 1976, elle fut successivement juge à Sarreguemines chargée du tribunal d'instance en 1978, puis juge à Dunkerque en 1978 puis à Metz en 1980 où elle fut chargée du tribunal d'instance. Nommée juge à Strasbourg où elle fut chargée du tribunal d'instance d'Haguenau en 1984, elle est ensuite vice-présidente à Colmar en 1985, Strasbourg en 1990 chargée du tribunal d'instance, Metz en 2000, puis premier substitut à l'administration centrale du Ministère de la justice en 2003 et conseillère à Paris en 2007. Elle a rejoint l'École le 26 janvier 2010. (départ en retraite en octobre 2015)

M. Didier Allard



Magistrat issu de la promotion 2000, il fut successivement juge de l'application des peines à Avesnes sur Helpe en 2002, substitut au parquet de Pontoise en 2004, magistrat à l'administration centrale du ministère de la Justice en 2007. Vice-Procureur placé auprès du Procureur Général près la cour d'appel de Paris en 2009, substitut général en charge du secrétariat général du Procureur Général de Paris en 2010, puis Vice-Procureur au parquet de Bobigny en 2012. Il a rejoint l'École en septembre 2014.

M. Alain Fouquet



Magistrat issu de la promotion 2001, il a successivement été juge placé auprès du Premier Président de la cour d'appel de Rennes en 2003, substitut au parquet de Montauban en 2005, juge placé auprès du Premier Président de Toulouse en 2007, vice-président au tribunal de grande instance de Fort de France en 2009 chargé du tribunal d'instance et vice-président chargé des enfants au tribunal de grande instance de Castres en 2012. Il a rejoint l'École en septembre 2014.

M. Olivier Bray



Magistrat issu de la promotion 1991, il fut successivement substitut à Chaumont en 1993, Nancy en 1995, Lyon en 2000, puis substitut général à Caen 2003. Vice procureur de la République à Paris en 2005 puis substitut général à Paris en 2008, il fut mis à disposition auprès d'Eurojust en 2013. Nommé premier substitut MACJ il a rejoint l'École en juin 2015.

M. Nicolas CHAREYRE



Magistrat issu de la promotion 1995, après avoir occupé les fonctions d'inspecteur de la police nationale, il a été successivement juge à Roanne en 1997, juge placé auprès du premier président de la cour d'appel de Lyon en 2000 et juge d'instruction à Lyon en 2002 puis vice-président chargé de l'instruction audit tribunal en 2006. Mis à disposition auprès d'Eurojust en 2010, il occupe en 2013 les fonctions de vice-président de l'application des peines à Papeete en 2013. En septembre 2015 il rejoint l'Ecole.

Mme Amandine de la HARPE



Magistrate issue de la promotion 2002, elle fut successivement juge au tribunal d'instance d'Evreux en 2004 puis, substitut au tribunal de grande instance de Paris en 2007, juge à Nanterre en 2009 et vice-présidente du tribunal d'instance de Melun en 2012. En septembre 2015 elle rejoint l'Ecole.

Mme Corinne HERMEREL



Magistrate issue de la promotion 1986, elle a successivement été juge des enfants à Marseille en 1987 puis chargée de l'instruction audit tribunal en 1991, juge à Paris en 1999, vice-procureur de la République à Marseille en 2002, vice-présidente audit tribunal à compter de 2004, conseillère à Aix en Provence en 2009. Elle rejoint l'Ecole en septembre 2015.

Mme Marie-Paule MENU



Magistrate issue de la promotion 1986, elle a été successivement substitut à Châlons-sur-Marne en 1987, substitut à Evry en 1989, puis juge de l'application des peines audit tribunal en 1993, juge des enfants à Cahors en 1996, juge à Montauban en 2000, vice-procureur de la République à Toulouse en 2004, vice-présidente à Castres en 2008, vice-présidente placée à Bordeaux en 2010, puis vice-présidente chargée du tribunal d'instance de Bordeaux en 2012. En septembre 2015 elle rejoint l'Ecole.

M. Alain Papin



Ancien commissaire de police, il est issu de la promotion 1999. Il fut successivement juge d'instruction au tribunal de grande instance de Châlons-en-Champagne en 2004 puis, juge à Laon en 2003, juge de l'application des peines à Soissons en 2005, vice-président chargé de l'instruction à Laon en 2008, président du tribunal de grande instance de Péronne en 2008, vice-président chargé de l'instruction à Châlons en Champagne en 2010. Détaché auprès du Conseil d'Etat à compter de 2012 comme premier conseiller des tribunaux administratifs, il rejoint l'Ecole en septembre 2015.

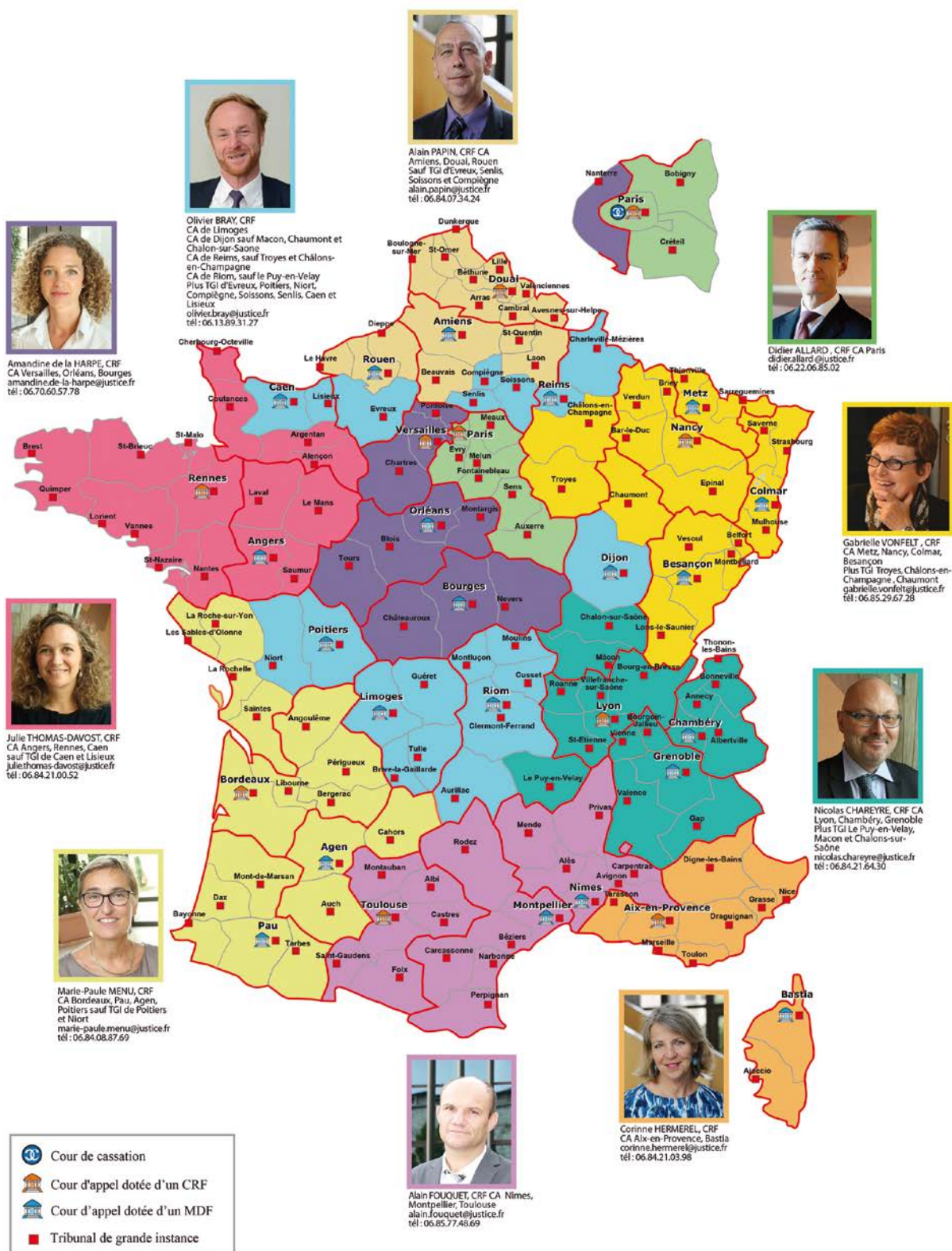
Mme Julie THOMAS-DAVOST



Magistrate issue de la promotion 2001, elle a été successivement juge au tribunal de grande de Vesoul chargée du tribunal d'instance de Gray en 2003, juge au tribunal d'instance de Vannes en 2005 puis juge au tribunal de grande instance de Vannes en 2009. Elle rejoint l'Ecole en septembre 2015.

COORDONNATEURS REGIONAUX DE FORMATION

Carte des ressorts au 1^{ER} septembre 2015



ANNUAIRE DCS (mis à jour au 03/08/2015)

Cour D'appel	TGI	DCS			Fonction Magistrat	Tel Pro Direct	Email	CRF
CA - AGEN	AGEN	M.	DESALBRES	Alain	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	05 53 77 96 06	Alain.Desalbres@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	AUCH	M.	BATAILLE	Olivier	Substitut	05 62 61 67 32	olivier.bataille@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	CAHORS	Mme	EMIN	Nelly	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance	05 65 23 46 72	Nelly.Emin@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
CA - AIX EN PROVENCE	AIX EN PROVENCE	Mme	BRUE	Beatrice	Vice-Président chargé des fonctions de Juge des Enfants	04 42 33 83 69	Beatrice.Brue@justice.fr	HERMEREL Corinne
	DIGNE	Mme	GUETAT	Véronique	Juge d'Instruction	04 92 31 80 62	veronique.guetat@justice.fr	HERMEREL Corinne
	DRAGUIGNAN	M.	ARPAIA	Pierre	Procureur de la République adjoint	04 94 60 57 16	Pierre.Arpaia@justice.fr	HERMEREL Corinne
	GRASSE	Mme	FUSINA	Muriel	Procureur de la République adjoint	04 92 60 72 41	Muriel.Fusina@justice.fr	HERMEREL Corinne
	MARSEILLE	M.	COUZINET	Benoit	Vice-Président chargé des fonctions de Juge d'Instruction	04 91 15 50 67	benoit.couzinet@justice.fr	HERMEREL Corinne
		Mme			En cours de remplacement			
	NICE	Mme	TALLONE	Valérie	Vice-Président chargé des fonctions de Juge d'Instruction	04 92 17 71 30	valerie.tallone@justice.fr	HERMEREL Corinne
	TARASCON	M.	ECUER	Julien	Vice-Procureur	04 90 91 72 11	julien.ecuer@justice.fr	HERMEREL Corinne
	TOULON	Mme	FARGETAS	Sandra	Vice-Procureur	04 94 18 92 09	sandra.fargetas@justice.fr	HERMEREL Corinne
CA - AMIENS	AMIENS	M.	SEKKAKI	Karim	Vice-Président chargé des fonctions de Juge d'Instruction	03 22 82 47 09	Karim.Sekkaki@justice.fr	PAPIN Alain
	BEAUVAIS	Mme	RAECKELBOOM	Delphine	Vice-Procureur	03 44 79 60 53	Delphine.Raeckelboom@justice.fr	PAPIN Alain
	COMPIEGNE	Mme	SCHMOLL	Julia	Vice-Procureur	03 44 38 35 48	Julia.Schmoll@justice.fr	BRAY Olivier
	LAON	Mme	BRANCOURT ép. LAURENT	Martine	Vice-Président	03 23 26 29 06	martine.brancourt@justice.fr	PAPIN Alain
	SAINT QUENTIN	M.	SAVARZEIX	Damien	Procureur de la République	03 23 05 89 02	Damien.Savarzeix@justice.fr	PAPIN Alain
	SENLIS	Mme	BOUKHALFA	Fouzia	Substitut	03 44 53 91 37	fouzia.boukhalfa@justice.fr	BRAY Olivier
	SOISSONS	Mme	TILLIEZ	Juliette	Vice-Président	03 23 76 39 62	Juliette.Tilliez@justice.fr	BRAY Olivier

A - ANGERS	ANGERS	M.	PICARD	Philippe	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	02 41 20 51 31	Philippe.Picard@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	LAVAL	Mme	DUDIT	Carine	Juge	02 43 53 57 05	Carine.Dudit@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	LE MANS	Mme	BARBAUD	Sophie	Premier Vice-Président	02 43 83 77 23	Sophie.Barbaud@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
CA - BASTIA	AJACCIO	M.	PONS	Gérard	Vice-Président		gérard.pons@justice.fr	HERMEREL Corinne
	BASTIA	Mme	DAVID	Anne	Vice-Président	04 95 55 23 21	Anne-Carine.David@justice.fr	HERMEREL Corinne
CA - BESANCON	BELFORT	Mme	PAUS	Helene	Vice-Président		Helene.Paus@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	BESANCON	M.	MOLIN	Olivier	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance	03 84 35 13 10 / 28	Olivier.Molin@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	LONS LE SAUNIER	Mme	LAI	Florence	Vice-Président chargé des fonctions de Juge des Enfants		Florence.Lai@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	MONTBELIARD	M.	PASCAL	Lionel	Vice-Procureur	03 81 90 70 13	Lionel.Pascal@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	VESOUL	Mme	BRESSAND	Julie	Vice-Procureur	03 84 78 58 08	Julie.Bressand@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
CA - BORDEAUX	ANGOULEME	Mme	LUTON	Cecile	Juge d'Instruction <i>(Absente du 15/08/2015 au 03/01/2016)</i>		Cecile.Luton@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
		M.	FOUILLARD	Marc	Président <i>(Remplace Mme LUTON du 15/08/2015 au 03/01/2016)</i>		marc.fouillard@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	BERGERAC	M.	CHAROLLOIS	Charles	Vice-Procureur	05 53 74 40 07	Charles.charollois@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	BORDEAUX	M.	ROUEDE	Bertrand	Vice-Procureur chargé d'un Secrétariat Général	05 47 33 91 77	Bertrand.Rouede@justice.gouv.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
		Mme	VOLLETTE	Anne-Marie	Vice-Président	05 47 33 91 65	Anne-Marie.Vollette@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	LIBOURNE	Mme	MANLAY	Julie	Juge des Enfants	05 57 55 48 20	julie.manlay@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	PERIGUEUX	M.	RIVET	David	Vice-Président	05 53 02 77 50	David.Rivet@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
CA - BOURGES	BOURGES	Mme	BARUCCO	Sylvie	Vice-Président chargé des fonctions de Juge d'Instruction	02 48 68 34 31	Sylvie.Barucco@justice.fr	DE LA HARPE Amandine
	CHATEAUROUX	Mme	GRATADOUR	Helene	Vice-Président chargé des fonctions de Juge des Enfants		helene.gratadour@justice.fr	DE LA HARPE Amandine
	NEVERS	M.	BENMIMOUNE	Stéphane	Juge	03 86 93 44 48	Stephane.benmimoune@justice.fr	DE LA HARPE Amandine

CA - CAEN	ALENCON	M.	RIALLAND	Hugo	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	02 33 82 25 39	Hugo.Rialland@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	ARGENTAN	Mme	REGNAULT-LUGBULL	Marie-Paule	Président(e)	02 33 67 97 99	Marie-Paule.Lugbull@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	CAEN	Mme	DE CROUZET-ZEBEL	Virginie	Vice-Président	02 50 01 13 13	Virginie.De-Crouzet@justice.fr	BRAY Olivier
	CHERBOURG	M.	LACHAPELLE	Patrice	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance	02 33 78 15 39	Patrice.Lachapelle@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	COUTANCES	Mme	HEITZ	Roxane	Juge chargé du service du Tribunal d'Instance	02 33 76 68 44	Roxane.Heitz@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	LISIEUX	M.	MICHELET	Olivier	Vice-Président	02 31 48 53 63	olivier.michelet@justice.fr	BRAY Olivier
CA - CHAMBERY	ALBERTVILLE	Mme	CALMAND	Karine	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance		Karine.Calmand@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	ANNECY	Mme	GACHES	Anne	Vice-Procureur placé		Anne.Gaches@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	BONNEVILLE				(en cours de remplacement)			CHAREYRE Nicolas
	CHAMBERY	Mme	GOUTAGNY	Aurelie	Substitut	04 56 11 06 83	Aurelie.Goutagny@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	THONON LES BAINS	Mme	BISSONNIER	Esther	Vice-Président chargé des fonctions de Juge des Enfants	04 50 81 65 91	Esther.Bissonnier@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
CA - COLMAR	COLMAR	Mme	TORABI	Elise	Vice-Président	03 69 28 70 32	Elise.Torabi@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	MULHOUSE	Mme	MARTIN	Sandrine	Vice-Président		Sandrine.Martin@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	SAVERNE	Mme	ROTHHUT	Clémence	Juge		Clemence.Rothhut@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	STRASBOURG	Mme	MEYER-FABRE	Cecile	Vice-Président chargé des fonctions de Juge d'Instruction	03 88 75 27 37	Cecile.Meyer-Fabre@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
CA - DIJON	CHALON SUR SAONE	Mme	CATALA	Edith	Vice-Président chargé des fonctions de Juge d'Instruction		Edith.Catala@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	CHAUMONT	Mme	LEBLANC	Cendra	Vice-Président chargé des fonctions de Juge des Enfants	03 25 32 84 24	Cendra.Lebanc@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	DIJON	Mme	GARNIER ép. HEBTING	Chloé	Juge	03 80 70 46 85	chloe.garnier@justice.fr	BRAY Olivier
	MACON	M.	JACQUES	Frédéric	Vice-Procureur	03 85 39 92 55	Frederic.Jacques@justice.fr	CHAREYRE Nicolas

CA - DOUAI	ARRAS	Mme	SAVARZEIX	Christine	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	03 21 51 83 55	christine.savarzeix@justice.fr	PAPIN Alain
	AVESNES SUR HELPE	Mme	STEULET	Lydie	Juge d'Application des Peines	03 27 57 48 42	Lydie.Steulet@justice.fr	PAPIN Alain
	BETHUNE	Mme	WIOLEZ ép. GROSBOIS	Aude	Vice-Président	03 21 68 74 23	aude.woillez@justice.fr	PAPIN Alain
	BOULOGNE SUR MER	Mme	BANY	Nathalie	Procureur de la République adjoint	03 21 99 61 17	Nathalie.Bany@justice.fr	PAPIN Alain
	CAMBRAI	Mme	GROS	Elisabeth	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance	03 27 73 37 54	Elisabeth.Gros@justice.fr	PAPIN Alain
	DOUAI	Mme	PERRAUDIN	Nathalie	Vice-Président	03 27 93 27 62	Nathalie.Perraudin@justice.fr	PAPIN Alain
	DUNKERQUE	Mme	LOISEAU	Mathilde	Juge d'Application des Peines	03 28 23 57 73	Mathilde.Loiseau@justice.fr	PAPIN Alain
	LILLE	Mme	BALCIUNAITYTE	Dalia	Juge	03 20 78 51 02	dalia.balciunaityte@justice.fr	PAPIN Alain
		Mme	THOMAS-CABANETTES	Catherine	Vice-Procureur	03 20 78 35 46	Catherine.thomas-cabanettes@justice.fr	
	SAINT OMER	M.	REMBOTTE	Éric	Vice-Président	03 21 98 79 94	Eric.Rembotte@justice.fr	PAPIN Alain
	VALENCIENNES	M.	DUPREY	Ludovic	Procureur de la République adjoint	03 27 14 67 59	Ludovic.Duprey@justice.fr	PAPIN Alain
CA - GRENOBLE	BOURGOIN JALLIEU	Mme	CUNY ép. BOUTIN	Céline	Vice-Procureur	04 74 28 78 88	Celine.Cuny@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	GAP	Mme	DEFARGE	Isabelle	Président(e)	04 92 40 70 02	isabelle.defarge@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	GRENOBLE	Mme	CHARBONNIER-CROMBEZ	Valery	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance	04 38 21 20 91	Valery.Charbonnier@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	VALENCE	Mme	DEFOUR ép. VAREILLES	Agnes	Vice-Président	04 75 75 49 54	Agnes.Vareilles@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	VIENNE	M.	DEVAUX	Régis	Vice-Président	04 74 78 81 49	Regis.Devaux@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
CA - LIMOGES	BRIVE LA GAILLARDE	Mme	MONTAUDON-SALVAN	Christine	Vice-Président chargé des fonctions de Juge des Enfants	05 55 17 77 66	Christine.Montaudon@justice.fr	BRAY Olivier
	LIMOGES	Mme	HUET	Virginie	Juge chargé du service du Tribunal d'Instance	05 55 11 82 04	Virginie.Huet@justice.fr	BRAY Olivier

CA - LYON	BOURG EN BRESSE	M.	BLANC	Francois	Procureur de la République adjoint	04 74 24 19 72	Francois.Blanc@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	LYON	Mme	AGI	Michele	Vice-Président	04 72 60 71 41	Michele.Agi@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
		Mme	HUZIEUX ép. DROIN	Nathalie	Vice-Procureur	04 72 60 71 27	Nathalie.Huzieux@justice.fr	
	ROANNE	Mme	SAJIE	Naima	Juge des Enfants		Naima.Sajie@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	SAINT ETIENNE	Mme	DUBLED-VACHERON	Annette	Vice-Président	04 77 43 33 71	Annette.Dubled-Vacheron@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	VILLEFRANCHE SUR SAONE	Mme	BOURDON-PICQUOIN	Ursula	Juge	04 26 47 90 00	Ursula.Bourdon-Picquoin@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
CA - METZ	METZ	M.	MAUCHARD	Damien	Juge d'Application des Peines	03 54 44 10 26	Damien.mauchard@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	SARREGUEMINES	M.	GLADY	Olivier	Vice-Procureur	03 87 28 33 21	Olivier.Glady@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	THONVILLE	M.	BERGER	Julien	Vice-Procureur	03 82 82 43 73	Julien.Berger@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
CA - MONTPELLIER	BEZIERS	Mme	DESAGES ép. BRONNEC	Sonia	Juge	04 34 53 60 79	Sonia.Desages@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	CARCASSONNE	Mme	MARTIN DE LA MOUTTE	Isabelle	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	04 34 42 48 42	Isabelle.Martin-De-La-Moutte@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	MONTPELLIER	M.	POINOT	Herve	Procureur de la République adjoint	04 67 12 62 67	Herve.Poinot@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	NARBONNE	M.	TOURETTE	Fabien	Substitut		Fabien.Tourette@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	PERPIGNAN	Mme	SCHUMACHER	Sylvaine	Vice-Procureur	04 30 19 61 04	sylvaine.schumacher@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	RODEZ	M.	ANSELM	Jean-Marc	Vice-Président chargé des fonctions de Juge des Enfants	05 65 75 43 01	Jean-Marc.Anselmi@justice.fr	FOUQUET ALAIN
CA - NANCY	BAR LE DUC	M.	COUTIN	Rémi	Procureur de la République	03 29 79 02 95	Remi.Coutin@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	BRIEY	Mme	HERLET	Claire	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance	03 82 46 58 30	Claire.Herlet@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	EPINAL	Mme	DUPONT	Mireille	Vice-Président	03 29 34 92 30	Mireille.Dupont@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	NANCY	M.	BRIDEY	Pascal	Premier Vice-Président	03 83 90 86 49	Pascal.Bridey@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle

CA - NIMES	ALES	Mme	JACQUOT-PERRIN	Chantal	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance	04 66 56 27 54	Chantal.Jacquot-Perrin@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	AVIGNON	M.	MANGIN	Éric	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	04 32 74 75 03	Eric.Mangin@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	CARPENTRAS	M.	CHAPART	Pascal	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	04 90 63 66 56 / 53	Pascal.CHAPART@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	NIMES	M.	VALLAT	Stanislas	Procureur de la République adjoint	04 66 76 48 52	Stanislas.Vallat@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	PRIVAS	Mme	LANNELONGUE	Perrine	Substitut	04 75 66 40 23	Perrine.Lannelongue@justice.fr	FOUQUET ALAIN
CA - ORLEANS	BLOIS	Mme	DABANSENS	Christine	Vice-Président		Christine.Dabansens@justice.fr	DE LA HARPE Amandine
	MONTARGIS	M.	SOUSA	Laurent	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance	02 38 85 78 87	Laurent.Sousa@justice.fr	DE LA HARPE Amandine
	ORLEANS	M.	PESME	Antoine	Substitut	02 38 74 58 67	Antoine.Pesme@justice.fr	DE LA HARPE Amandine
	TOURS	M.	BERNARD	Benoit	Vice-Procureur	02 47 60 27 75	Benoit.Bernard@justice.fr	DE LA HARPE Amandine
CA - PARIS	AUXERRE	Mme	BRANCHE ép. BLACQUE-BELAIR	Sandrine	Juge des Enfants		Sandrine.Branche@justice.fr	ALLARD DIDIER
	BOBIGNY	M.	DEBATISSE	Mathieu	Vice-Procureur chargé d'un Secrétariat Général	01 48 95 61 72	Mathieu.Debatisse@justice.fr	ALLARD DIDIER
		Mme	ROQUES	Isabelle	Vice-Président chargé d'un Secrétariat Général	01 48 95 61 26	Isabelle.Roques@justice.fr	
	CRETEIL	M.	ROZ	Jonathan	Vice-Procureur chargé d'un Secrétariat Général	01 49 81 17 50	Jonathan.Roz@justice.fr	ALLARD DIDIER
		Mme	LESBROS	Jacqueline	Vice-Président chargé d'un Secrétariat Général		Jacqueline.Lesbros@justice.fr	
	EVRY	Mme	HAVARD	Sophie	Vice-Procureur chargé d'un Secrétariat Général	01 60 76 19 07	Sophie.Havard@justice.fr	ALLARD DIDIER
	FONTAINEBLEAU	Mme	DELORME	Danielle	Vice-Procureur	01 60 71 23 14	Danielle.Delorme@justice.fr	ALLARD DIDIER
	MEAUX	M.	HANSEMANN	Brice	Vice-Président chargé des fonctions de Juge d'Instruction	01 60 09 75 62	Brice.Hansemann@justice.fr	ALLARD DIDIER
	MELUN	Mme			En cours de remplacement			ALLARD DIDIER
	PARIS	M.	BARFETY	Lionel	Vice-Président	01 44 32 76 09	lionel.barfety@justice.fr	ALLARD DIDIER
		M.	COQUENTIN	Jean-Marc	Procureur de la République adjoint	01 44 32 61 03 / 60 55	Jean-Marc.Coquentin@justice.fr	
	SENS	M.	CHENAF	Mourad	Vice-Président		Mourad.Chenaf@justice.fr	ALLARD DIDIER

CA - PAU	BAYONNE	Mme	HIRIGOYEN	Marie	Substitut	05 59 44 54 97	marie-therese.hirigoyen@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	DAX	Mme	BURAUD	Line	Juge des Enfants	05 58 56 88 12	Line.Buraud@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	MONT DE MARSAN	Mme	MOUSTROU	Julie	Juge des Enfants	05 58 85 41 88	Julie.Moustrou@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	PAU	M.	ELLUL	Sebastien	Vice-Procureur	05 59 82 46 16	Sebastien.Ellul@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	TARBES	Mme	PELAY	Pascale	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	05 62 51 77 50	Pascale.Pelay@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
CA - POITIERS	LA ROCHELLE	Mme	MARTINEAU	Claire	Juge d'Application des Peines	05 16 19 51 10	Claire.Martineau@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	LA ROCHE SUR YON	M.	PAUTRAT	Nicolas	Juge d'Instruction	02 51 47 61 13	Nicolas.Pautrat@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	LES SABLES D'OLONNE	M.	DUBIEF	Olivier	Substitut	02 51 23 77 27	Olivier.Dubief@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
	NIORT	Mme	SOUCHET	Cécile	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	05 17 18 50 12	Cecile.Souchet@justice.fr	BRAY Olivier
	POITIERS	Mme	ROUDIERE	Delphine	Vice-Président chargé des fonctions de Juge d'Instruction	05 49 50 22 77	Delphine.Roudiere@justice.fr	BRAY Olivier
	SAINTES	Mme	DESCOUT	Jacqueline	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	05 46 92 72 14	Jacqueline.Descout@justice.fr	MICAULT ép. MENU Marie-Paule
CA - REIMS	CHALONS EN CHAMPAGNE	Mme	CHEVRIER	Amélie	Juge	03 26 69 27 28	Amelie.Chevrier@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle
	CHARLEVILLE MEZIERES	M.	JULIEN	Olivier	Vice-Président		Olivier.Julien@justice.fr	BRAY Olivier
	REIMS	Mme	MATHIEU	Florence	Vice-Président		Florence.Mathieu@justice.fr	BRAY Olivier
	TROYES	M.	MATHIEU	Philippe	Vice-Président	03 25 43 47 72	Philippe.Mathieu@justice.fr	VONFELT ép. JOMIER Gabrielle

CA - RENNES	BREST	M.	MERRET	Mériadeg	Vice-Président	02 98 33 78 15	Meriadeg.Merret@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	LORIENT	Mme	DEBORDES ép. LISSILLOUR	Séverine	Juge d'Application des Peines	02 97 84 87 89	severine.debordes-lissillour@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	NANTES	Mme	BILLARD	Catherine	Vice-Président	02 51 17 96 37	Catherine.Billard@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	QUIMPER	Mme	ROBERT	Anne-Marie	Vice-Président chargé des fonctions de Juge de l'Application des Peines	02 98 82 88 41	anne-marie.robert@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	RENNES	Mme	GOSSELIN	Emmanuelle	Vice-Président chargé des fonctions de Juge des Enfants	02 99 65 38 46	Emmanuelle.Gosselin@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	SAINT BRIEUC	Mme	MAIGNE	Céline	Vice-Procurateur	02 96 62 30 25	Celine.Maigne@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	SAINT MALO	M.	BAILHACHE	Guillaume	Vice-Président	02 99 20 20 42	Guillaume.Bailhache@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	SAINT NAZAIRE	Mme	PIERSON	Michele	Vice-Procurateur		michele.piercion@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
	VANNES	M.	BLANCHY	Benoit	Vice-Président chargé des fonctions de Juge d'Instruction	02 97 43 77 29	Benoit.Blanchy@justice.fr	THOMAS DAVOST Julie
CA - RIOM	CLERMONT FERRAND	M.	NAEYER (DE)	Francois	Vice-Président chargé des fonctions de Juge des Enfants	04 73 31 77 22	francois.De-Naeyer@justice.fr	BRAY Olivier
	CUSSET	Mme	CARPENTIER	Alexa	Vice-Président chargé des fonctions de Juge d'Instruction	04 70 30 98 39 (greffe)	Alexa.Carpentier@justice.fr	BRAY Olivier
	LE PUY EN VELAY	M.	DELAY	André-Frédéric	Vice-Président		Andre-Frederic.Delay@justice.fr	CHAREYRE Nicolas
	MONTLUCON	M.	CAMOUS	Éric	Procureur de la République	04 70 28 93 45	Eric.Camous@justice.fr	BRAY Olivier
	MOULINS	M.	GAGNOUD	Pierre	Procureur de la République	04 70 35 14 51	Pierre.Gagnoud@justice.fr	BRAY Olivier
CA - ROUEN	DIEPPE	M.	ROTTIER	Edouard	Juge des Enfants	02 32 14 64 34	Edouard.Rottier@justice.fr	PAPIN Alain
	EVREUX	M.	BERNARD	Francois	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance		Francois.Bernard@justice.fr	BRAY Olivier
	LE HAVRE	Mme	POULLAIN	Sophie	Vice-Président chargé des fonctions de Juge des Enfants	02 32 92 58 86	Sophie.Poullain@justice.fr	PAPIN Alain
	ROUEN	Mme	POIDEVIN	Isabelle	Procureur de la République adjoint	02 35 52 87 57	Isabelle.Poidevin@justice.fr	PAPIN Alain

CA - TOULOUSE	ALBI	Mme	SCHILDKNECHT	Brigitte	Vice-Président	05.63.49.49.92	Brigitte.Schildknecht@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	CASTRES	M.	ABENTIN	Emmanuel	Vice-Procurateur	05 63 51 93 04	Emmanuel.Abentin@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	FOIX	M.	ANIERE	Vincent	Vice-Président chargé du service d'un Tribunal d'Instance	05 34 09 37 54	vincent.aniere@justice.fr	FOUQUET ALAIN
	MONTAUBAN	Mme	DELAZZARI	Cecile	Juge d'Application des Peines <i>(Absente du 22/06/2015 au 15/01/2016)</i>	05 63 21 41 42	Cecile.Delazzari@justice.fr	FOUQUET ALAIN
		M.	MARCHAND	Mathias	Substitut <i>(Remplace Mme DELAZZARI du 22/06/2015 au 15/01/2016)</i>		Mathias.Marchand@justice.fr	
	TOULOUSE	Mme	PENAVAYRE ép. ROUSSEL	Françoise	Vice-Président	05 61 33 70 66	Francoise.Penavayre@justice.fr	FOUQUET ALAIN
CA - VERSAILLES	CHARTRES	Mme	ROLLET ép. BELLING	Sophie	Premier Vice-Président	02 37 18 72 44	Sophie.Rollet@justice.fr	DE LA HARPE Amandine
	NANTERRE	Mme	DERVIEUX	Valérie	Premier Vice-Président Adjoint	01 40 97 12 46	Valerie-Odile.Dervieux@justice.fr	DE LA HARPE Amandine
		Mme	LEPISSIER	Emmanuelle	Vice-Procurateur chargé d'un Secrétariat Général	01 40 97 13 36	emmanuelle.lepissier@justice.fr	
	PONTOISE	Mme	DUFOUR	Patricia	Vice-Président	01 72 58 73 48	Patricia.Dufour@justice.fr	DE LA HARPE Amandine
	VERSAILLES	M.	BOURRAGUE	Marc	Premier Vice-Procurateur	01 39 07 37 67	Marc.Bourrague@justice.fr	DE LA HARPE Amandine
		M.	GOUX-THIERCELIN	Xavier	Vice-Président chargé d'un Secrétariat Général		xavier.goux-thiercelin@justice.fr	

F. LE DEPARTEMENT DE LA RECHERCHE ET DE LA DOCUMENTATION



Mme Coralie Ambroise-Castérot, chef du département

Universitaire spécialiste en droit pénal et procédure pénale, elle a d'abord été Maître de conférences à la faculté de Bordeaux IV, avant d'obtenir l'agrégation en 2001 et d'exercer alors ses fonctions en tant que Professeur, à la faculté de droit de Nice Sophia Antipolis. Elle a rejoint l'Ecole le 1^{er} septembre 2013.



Mme Nicole Violle, greffier en chef, chef de service

Ce département a en charge :

- Gestion des bibliothèques et du fonds documentaire
- Élaboration du budget et suivi budgétaire du département
- Préparation des marchés publics du département
- Élaboration des statistiques du département
- Élaboration des produits documentaires (veille juridique, panorama de presse, bibliographies)
- Recueil de la mémoire pédagogique de l'École : recueil des conférences et des documents pédagogiques développés dans le cadre de la formation initiale et de la formation continue
- Développement d'une politique de diffusion sur tous supports de la documentation destinée aux auditeurs de justice, aux magistrats de juridiction et aux professionnels du droit
- Recueil des bonnes pratiques et des dossiers judiciaires pouvant présenter un intérêt pédagogique ou historique
- Étude de dossiers ayant abouti à un engagement de la responsabilité de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service de la justice ou à une indemnisation prononcée sur la base de l'article 149-3 du code de procédure pénale. Les études, qui ne peuvent avoir qu'une finalité pédagogique, ne peuvent porter que sur des dossiers ne faisant l'objet d'aucune procédure en cours quelle qu'en soit la nature
- Etudes ou recherches sur :
 - l'histoire de la justice, des personnels de justice et des pratiques judiciaires
 - les pratiques judiciaires nationales, étrangères ou comparées
 - l'application de la règle de droit
- Secrétariat du conseil scientifique
- Gestion du Grand Prix de l'ENM et du Prix de la Recherche de l'ENM
- Participation au comité de rédaction et gestion administrative et budgétaire de la revue « Les Cahiers de la justice »
- Représentation au GIP Justice

VIII. LES SÉQUENCES ET LE CALENDRIER DE LA FORMATION

La formation à l'École nationale de la magistrature fait alterner les périodes de formation pratique en stage de découverte ou de professionnalisation et les périodes de formation théorique à Bordeaux.

Séquences	Durée
Stage d'immersion dans un TGI	1 semaine
Stage avocat	22 semaines
Études	28 1/2 semaines (dont 2 semaines d'accueil)
Stage pénitentiaire (milieu fermé)	2 semaines
Stage juridictionnel	37 semaines <ul style="list-style-type: none"> <u>Greffes</u> : <ul style="list-style-type: none"> 1 semaine <u>Justice civile</u> : <ul style="list-style-type: none"> 5 semaines instance 8 semaines grande instance <u>Justice pénale</u> : <ul style="list-style-type: none"> 7 semaines parquet 4 semaines instruction 3 semaines siège pénal majeur dont découverte du juge des libertés et de la détention 4 semaines application des peines 2 semaines stage « enquête » <u>Justice des mineurs</u> (civile et pénale) : <ul style="list-style-type: none"> 4 semaines juge des enfants
Stages extérieurs	8 semaines, dont SPIP et PJJ avec possibilité d'effectuer 3 semaines à l'étranger sur projet personnel dans la limite des places offertes
Choix du poste	1 semaine
Préparation (théorie) aux premières fonctions	5 semaines
Stage cour d'appel	1 semaine
Stage de préparation aux premières fonctions	12 semaines dont 1 semaine de préparation à la prise de fonction
Congés et autorisations d'absence	18 semaines
Total	136 semaines
Séquences d'évaluations	Périodes
Evaluations de fin d'études	Premier trimestre 2016
Evaluations de fin de stage juridictionnel	Janvier 2017
Examen d'aptitude et de classement	Janvier-mars 2017

Calendrier de la formation

- **Accueil** : du 2 au 15 février 2015 (2 semaines)
- **Stage d'immersion dans un TGI** : du 16 au 22 février 2015 (1 semaine)
- **Stage avocat** : du 23 février au 26 juillet 2015 (22 semaines dont 1 semaine de congés)
- **Congés d'été** : du 27 juillet au 23 août 2015 (4 semaines)
- **Etudes** : du 24 août au 22 décembre 2015 (17 semaines 1/2)
- **Congés** : du 23 décembre 2015 au 03 janvier 2016 (1 semaine 1/2)
- **Etudes** : du 4 au 31 janvier 2016 (4 semaines)
- **Stage pénitentiaire** : du 1^{er} au 14 février 2016 (2 semaines)
- **Etudes** : du 15 février au 20 mars 2016 (5 semaines, dont une semaine de révision et épreuves)
- **Congés** : 21 au 27 mars 2016 (1 semaine)
- **Stage juridictionnel** : du 28 mars au 31 juillet 2016 (18 semaines)
- **Congés d'été** : du 1^{er} au 28 août 2016 (4 semaines)
- **Stage juridictionnel** : du 29 août au 23 décembre 2016 (17 semaines)
- **Congés** : du 24 décembre 2016 au 1^{er} janvier 2017 (1 semaine)
- **Stage juridictionnel** : du 2 au 22 janvier 2017 (3 semaines)
- **Epreuves écrites de l'examen de classement et d'aptitude**: 23 au 27 janvier 2017, épreuves orales du 16 janvier au 17 mars 2017
- **Stage extérieur et stage étranger par demi-promotion** : du 30 janvier au 19 mars 2017 (8 semaines)*
- **Choix du poste** : du 20 au 26 mars 2017
- **Congés** : du 27 mars au 2 avril 2017 (1 semaine)
- **Préparation (théorie) aux premières fonctions** : du 3 avril au 8 mai 2017 (5 semaines)
- **Stage de préparation aux premières fonctions et stage cour d'appel** : du 9 mai au 2 août 2017 (12 semaines 1/2)
- **Congés d'été** : du 3 au 30 août 2017 (4 semaines)
- **Prestation de serment de magistrat** : 31 août 2017**
- **Installation** : 1^{er} septembre 2017

* Ou stage extérieur exclusivement dont une semaine de stage PJJ et une semaine de stage SPIP

** Sous réserve de la circulaire DSJ

IX. LES OBJECTIFS DES SÉQUENCES DE FORMATION

La période d'accueil (à l'ENM Bordeaux) sera orientée vers :

- Des éléments de culture judiciaire.
- Des réflexions sur le rôle et la place du magistrat et sur le besoin de justice.
- Une identification du rôle de chaque acteur de la chaîne pénale et du procès civil, le cheminement d'un dossier.
- La préparation au stage avocat.

Le stage d'immersion dans un tribunal de grande instance sera orienté vers :

- Une première immersion dans la vie juridictionnelle.
- Une appréhension concrète du rôle de chaque acteur de la chaîne pénale et du procès civil, le cheminement d'un dossier.

Le stage avocat sera orienté vers :

- La connaissance du métier d'avocat.
- La pratique des droits de la défense devant l'ensemble des juridictions.
- L'appréhension de la demande de justice et sa mise en forme par l'avocat.
- L'appréhension de la relation au justiciable à tous les stades de la procédure.

La période d'études (à l'ENM Bordeaux) sera orientée vers l'acquisition :

- Des compétences fondamentales du métier de magistrat autres que techniques.
- Des éléments d'environnement dont la connaissance est nécessaire à l'exercice de la plupart des fonctions.
- Des techniques professionnelles fondamentales communes aux différentes fonctions (prise de décision, écrit judiciaire, oralité judiciaire).
- Des techniques professionnelles spécifiques relevant des « cœurs de métier » de chaque fonction.

Le stage service d'enquête (dans un commissariat de police important, un service régional de police judiciaire de la police nationale, une direction centrale de police judiciaire, une communauté de brigades importante, une brigade de recherche, une section recherche de la gendarmerie nationale, la douane judiciaire) sera orienté vers :

- La connaissance de l'organisation et du fonctionnement du service.
- La connaissance des différentes étapes et techniques d'une enquête pénale (le dépôt de plainte, l'accueil du public, l'audition auteur, l'audition victime, l'audition mineur, la rédaction des procès-verbaux, les fichiers, la surveillance, la perquisition, la garde à vue, le compte-rendu, la police technique et scientifique...).

Le stage pénitentiaire en milieu fermé (en qualité de surveillant dans une maison d'arrêt) sera orienté vers :

- La connaissance du quotidien carcéral
- La connaissance de l'organisation et du fonctionnement d'une maison d'arrêt et du rôle des différents acteurs

Le stage juridictionnel (dans un tribunal de grande instance et un tribunal d'instance) sera orienté vers :

- La connaissance de l'organisation et du fonctionnement de la juridiction
- La mise en pratique des techniques professionnelles communes et des « cœurs de métier » de chaque fonction
- La connaissance du rôle et du travail du greffe
- La connaissance des partenaires du magistrat

Le stage pénitentiaire en milieu ouvert en cours du stage juridictionnel (dans un service pénitentiaire d'insertion et de probation) sera orienté vers :

- La connaissance de l'organisation et du fonctionnement du service

- La connaissance du travail du conseiller d'insertion et de probation
- Le suivi des mesures

Le stage prise en charge des mineurs en danger et délinquants en cours du stage juridictionnel (dans un service de la protection judiciaire de la jeunesse, dans un service habilité, dans un service du conseil général, dans un foyer d'accueil des mineurs en danger, dans un foyer d'accueil de mineurs délinquants, dans un centre éducatif renforcé, dans un centre éducatif fermé ou dans un établissement pour mineurs) sera orienté vers :

- La connaissance de l'organisation et du fonctionnement du service
- La connaissance des modalités de prise en charge des mineurs

Le stage extérieur (dans une administration déconcentrée de l'Etat, une préfecture, une administration centrale, une collectivité territoriale, un établissement public, une autorité administrative indépendante, une association ou une entreprise) sera orienté vers :

- la connaissance du rôle et du fonctionnement d'un partenaire de l'institution judiciaire ou d'un acteur de la vie sociale et économique

Le stage extérieur dimension internationale de la justice (à l'étranger dans une juridiction étrangère, en France ou à l'étranger dans une juridiction communautaire ou internationale, un organisme de coopération judiciaire internationale, une institution internationale, une ambassade ou auprès d'un magistrat de liaison) sera orienté vers :

- La découverte de la mise en œuvre de la fonction choisie dans un système judiciaire étranger
- L'appréhension de la dimension internationale de l'action judiciaire

La période de préparation théorique aux premières fonctions (à l'ENM Bordeaux) sera orientée vers :

- La connaissance approfondie des techniques professionnelles et du champ de compétence de la fonction choisie
- La connaissance des éléments d'environnement propres à l'exercice de la fonction choisie
- L'acquisition de la capacité à la gestion d'un cabinet

La période du stage de préparation aux premières fonctions (dans un tribunal de grande instance ou d'instance) sera orientée vers :

- la mise en œuvre pratique de l'ensemble des techniques professionnelles et du champ de compétence de la fonction

Le stage cour d'appel sera orienté vers :

- La déclinaison au deuxième degré de juridiction de la fonction choisie
- La connaissance du rôle des chefs de cours
- La connaissance du rôle du service administratif régional

Le stage de préparation à la prise de fonctions (dans la juridiction d'affectation) sera orienté vers :

- La découverte de la juridiction d'affectation
- La préparation de la transmission des dossiers
- L'assistance à l'assemblée générale
- La présentation aux principaux partenaires de la fonction



X. LE CONTENU DES SÉQUENCES DE FORMATION

PÔLE DE FORMATION « HUMANITES JUDICIAIRES »

Formation initiale théorique de niveau I « Études » (commune à tous les auditeurs)
<i>Capacités fondamentales travaillées</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à identifier, s'approprier et mettre en œuvre les règles déontologiques • Capacité à prendre en compte l'environnement institutionnel national
<i>Contenu de la formation</i>
<p>Le statut de la magistrature : indépendance, impartialité</p> <p>Culture judiciaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Histoire de la justice et de la magistrature - Le rituel - Les us et coutumes, l'étiquette, les règles relatives à la correspondance, le protocole - Les grands textes sur la justice - L'architecture judiciaire - Les avocats : histoire de la profession, organisation, rémunération <p>Les attentes des justiciables, la demande de justice</p> <p>L'acte de juger</p> <p>La déontologie des magistrats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le serment - La responsabilité - Le recueil des règles déontologiques - La jurisprudence <p>L'éthique publique, indépendance, impartialité</p> <p>Le temps judiciaire</p> <p>La déontologie des avocats, les règles de la profession</p> <p>Les professions judiciaires et juridiques réglementées</p>
<i>Volume de formation</i>
15 demi-journées (conférences + ateliers déontologie éthique)
Formation initiale pratique de niveau I (commune à tous les auditeurs)
<p>Stage avocat</p> <p>Stage juridictionnel</p> <p>Stage extérieur</p>
Formation initiale théorique de niveau 2 « Préparation aux premières fonctions » (en lien avec une fonction choisie)
<i>Capacités fondamentales travaillées</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à identifier, s'approprier et mettre en œuvre les règles déontologiques • Capacité à prendre en compte l'environnement institutionnel national
<i>Contenu de la formation</i>
<p>Culture judiciaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - histoire de la fonction choisie <p>La carrière du magistrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les organes et procédures de gestion du corps et de la carrière - Le traitement - Les procédures disciplinaires <p>Le dialogue institutionnel dans le cadre de la fonction</p>

PÔLE DE FORMATION « PROCESSUS DE DÉCISION ET DE FORMALISATION DE LA JUSTICE CIVILE »

Formation initiale théorique de niveau I « Études » (commune à tous les auditeurs)			
Capacités fondamentales travaillées			
<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier • Capacité à identifier, respecter et garantir un cadre procédural • Capacité à préparer et conduire une audience ou un entretien judiciaire dans le respect du contradictoire • Capacité à prendre une décision, fondée en droit et en fait, empreinte de bon sens, et exécutable • Capacité à motiver, formaliser une décision 			
Contenu de la formation			
<p>La méthodologie de la décision et de la formalisation judiciaire du premier degré :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse d'un dossier et identification du cadre procédural d'une situation - Principes directeurs (loyauté, contradictoire, impartialité), procès équitable - L'office du juge - Les droits de la défense - Les régimes probatoires (modes de preuve, valeur probante) - Les formations de jugement - Les principes de rédaction <p>Le processus commun de la décision du juge civil (fonctions juge de grande instance, juge d'instance, juge des enfants)</p> <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="vertical-align: top;"> <ul style="list-style-type: none"> - Les principes directeurs du procès civil - La saisine des juridictions civiles - L'analyse du dossier et prise de décision - Les preuves et mesures d'instruction - La méthodologie de la formalisation </td><td style="vertical-align: top;"> <ul style="list-style-type: none"> - L'office du juge - L'exécution de la décision - Les modes alternatifs de résolution des conflits - Les spécificités fonctionnelles : <ul style="list-style-type: none"> * grande instance * instance * enfants </td></tr> </table>		<ul style="list-style-type: none"> - Les principes directeurs du procès civil - La saisine des juridictions civiles - L'analyse du dossier et prise de décision - Les preuves et mesures d'instruction - La méthodologie de la formalisation 	<ul style="list-style-type: none"> - L'office du juge - L'exécution de la décision - Les modes alternatifs de résolution des conflits - Les spécificités fonctionnelles : <ul style="list-style-type: none"> * grande instance * instance * enfants
<ul style="list-style-type: none"> - Les principes directeurs du procès civil - La saisine des juridictions civiles - L'analyse du dossier et prise de décision - Les preuves et mesures d'instruction - La méthodologie de la formalisation 	<ul style="list-style-type: none"> - L'office du juge - L'exécution de la décision - Les modes alternatifs de résolution des conflits - Les spécificités fonctionnelles : <ul style="list-style-type: none"> * grande instance * instance * enfants 		
Volume de formation			
53 demi-journées de formation dont 31 directions d'études de 3 heures			

Formation initiale pratique de niveau I (commune à tous les auditeurs)
<p>Stage avocat</p> <p>Stage juridictionnel : - Juge grande instance</p> <p style="padding-left: 20px;">- Juge d'instance</p> <p style="padding-left: 20px;">- Juge des enfants</p>

Formation initiale théorique de niveau 2 « Préparation aux premières fonctions » (en lien avec une fonction choisie)
Capacités fondamentales travaillées
<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier • Capacité à identifier, respecter et garantir un cadre procédural • Capacité à préparer et conduire une audience ou un entretien judiciaire dans le respect du contradictoire • Capacité à prendre une décision, fondée en droit et en fait, empreinte de bon sens, et exécutable • Capacité à motiver, formaliser une décision
Contenu de la formation
<p>Approfondissement des contentieux et procédures spécifiques aux futures fonctions exercées (substitut et substitut placé, juge grande instance, juge instance, juge des enfants, juge placé)</p> <p>Approfondissement et actualisation des connaissances</p> <p>Dialogue inter-fonctionnel</p>

Formation initiale pratique de niveau 2 (en lien avec une fonction choisie)
Stage de préparation aux premières fonctions : <ul style="list-style-type: none"> - Juge grande instance - Juge d'instance - Juge des enfants - Juge placé Stage cour d'appel
PÔLE DE FORMATION « PROCESSUS DE DECISION ET DE FORMALISATION DE LA JUSTICE PÉNALE »

Formation initiale théorique de niveau I « Etudes » (commune à tous les auditeurs)
<i>Capacités fondamentales travaillées</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier • Capacité à identifier, respecter et garantir un cadre procédural • Capacité à préparer et conduire une audience ou un entretien judiciaire dans le respect du contradictoire • Capacité à prendre une décision, fondée en droit et en fait, empreinte de bon sens, et exécutable • Capacité à motiver, formaliser une décision
<i>Contenu de la formation</i>
<p>Le processus de décision pénale (fonctions parquet, juge d'instruction, siège pénal mineurs et majeurs, juge d'application des peines) : le traitement du dossier pénal, la chaîne pénale</p> <p>La recherche de la vérité par l'enquête :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les acteurs de la procédure - La compétence, les cadres et pouvoirs d'enquête - Le rôle du magistrat dans la direction et la conduite d'enquête, le choix des circuits - Les outils au service de la recherche de la vérité - La validité des procédures et les garanties des libertés - Les éléments verbaux dans l'enquête - Les nullités de l'enquête - Les spécificités de l'enquête pénale concernant les mineurs <p>Analyse d'une situation et orientation de la procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La qualification des infractions - Le choix de la réponse pénale - La formalisation de la décision et sa motivation - Les mesures provisoires - Les spécificités relatives aux mineurs <p>L'audience de jugement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Saisine et office du juge - L'audience correctionnelle : préparation et débats - La décision : délibéré, choix de la peine, formalisation, motivation - Les spécificités du tribunal pour enfants <p>L'exécution de la décision :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise à exécution des décisions - Les peines restrictives de liberté - Les peines privatives de liberté - Les aménagements de peine - Les mesures de sûreté - Le juge des enfants et l'application des peines
<i>Volume de formation</i>
60 demi-journées de formation dont 47 directions d'études de 3 heures
Formation initiale pratique de niveau I (commune à tous les auditeurs)
Stage avocat Stage service d'enquête Stage pénitentiaire

Stage juridictionnel :

- Parquet
- Juge d'instruction
- Juge des libertés et de la détention
- Siège pénal majeurs
- Siège pénal mineurs
- Juge d'application des peines

Formation initiale théorique de niveau 2 « Préparation aux premières fonctions »

(en lien avec une fonction choisie)

Capacités fondamentales travaillées

- Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier
- Capacité à identifier, respecter et garantir un cadre procédurale
- Capacité à préparer et conduire une audience ou un entretien judiciaire dans le respect du contradictoire
- Capacité à prendre une décision, fondée en droit et en fait, empreinte de bon sens, et exécutable
- Capacité à motiver, formaliser une décision

Contenu de la formation

Approfondissement des contentieux et des procédures spécifiques aux futures fonctions exercées (substitut et substitut placé, juge d'instruction, juge de grande instance, juge d'instance (tribunal de police), juge des enfants, juge d'application des peines, juge placé)

Approfondissement et actualisation des connaissances

Dialogue inter-fonctionnel

Formation initiale pratique de niveau 2 (en lien avec une fonction choisie)

Stage de préparation aux premières fonctions :

- Substitut
- Substitut placé
- Juge d'instruction
- Juge grande instance
- Juge d'instance (tribunal de police)
- Juge des enfants
- Juge d'application des peines
- Juge placé

Stage cour d'appel



PÔLE DE FORMATION « COMMUNICATION JUDICIAIRE »

Formation initiale théorique de niveau I « Etudes » (commune à tous les auditeurs)

Capacités fondamentales travaillées

- Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier
- Capacité à identifier, respecter et garantir un cadre procédural
- Capacité à préparer et conduire une audience ou un entretien judiciaire dans le respect du contradictoire
- Capacité à prendre une décision, fondée en droit et en fait, empreinte de bon sens, et exécutable
- Capacité à motiver, formaliser une décision

Contenu de la formation

La situation de communication et ses différentes composantes

Méthodologie pour l'élaboration d'une grille d'entretien et sa conduite :

- Les différents types d'entretiens
- Les différentes interventions
- La préparation et la définition des objectifs de l'entretien
- La prise de parole en public

L'entretien judiciaire et l'audience publique :

- Le positionnement du magistrat
- L'écoute, l'adaptation
- La conduite d'entretien
- L'entretien avec les personnes vulnérables : enfants, personnes âgées, malades mentaux
- La question de l'évaluation des témoignages, les fausses confessions
- La gestion de la collégialité
- L'énoncé et l'explication de la décision

La communication par l'écrit

La communication publique institutionnelle

La communication médiatique

La communication par l'image

Lectures pluridisciplinaires des situations sociales judiciaires (analyse systémique, sociologie des organisations)

Volume de formation

30 demi-journées dont 15 séquences de simulation civiles ou pénales

Formation initiale pratique de niveau I (commune à tous les auditeurs)

Stage juridictionnel

Formation initiale théorique de niveau 2 « Préparation aux premières fonctions »

(en lien avec une fonction choisie)

Capacités fondamentales travaillées

- Capacité d'adaptation
- Capacité à adopter une position d'autorité ou d'humilité adaptée aux circonstances
- Capacité à la relation, à l'écoute et à l'échange
- Capacité à susciter un accord et à concilier
- Capacité à expliquer une décision
- Capacité à travailler en équipe

L'entretien judiciaire :

- La gestion des entretiens difficiles et conflictuels
- L'écoute active
- La reformulation
- La recherche de l'adhésion
- Les techniques de conciliation
- L'approfondissement des entretiens avec les personnes vulnérables : enfants, personnes âgées, malades mentaux
- L'audition hors du palais
- La médiation

L'audience publique :

- Les réquisitions devant la cour d'assises
- La présidence d'audience pénale complexe (TC/TPE criminel)

La communication avec les médias (pratique)

La conduite de réunion



PÔLE DE FORMATION « ADMINISTRATION DE LA JUSTICE »

Formation initiale théorique de niveau I « Etudes » (commune à tous les auditeurs)

<i>Capacités fondamentales travaillées</i>
<ul style="list-style-type: none"> Capacité à organiser, gérer et innover Capacité d'adaptation Capacité à prendre en compte l'environnement institutionnel national Capacité à travailler en équipe
<i>Contenu de la formation</i>
<p>L'administration de l'État et les collectivités locales :</p> <p>L'organisation de l'administration de la justice :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La place de la justice dans l'État - L'organisation et missions du ministère de la Justice - L'organisation et le fonctionnement des services déconcentrés : services administratifs régionaux –juridictions – plates-formes interrégionales : cartographie judiciaire - Les relations avec le greffe et les partenaires du magistrat <p>Les moyens de la justice :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les moyens humains : les catégories, le management, le dialogue social et la formation - Les moyens techniques : l'informatique et les nouvelles technologies - Les moyens immobiliers <p>Économie de la Justice :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les frais de justice en matière pénale - L'aide juridictionnelle - Cadre et gestion budgétaire
<i>Volume de formation</i>
14 demi-journées de formation (conférences, ateliers)

Formation initiale pratique de niveau I (commune à tous les auditeurs)

Stage juridictionnel :

- semaine greffe

Formation initiale théorique de niveau 2 « Préparation aux premières fonctions »

(en lien avec une fonction choisie)

<i>Capacités fondamentales travaillées</i>
<ul style="list-style-type: none"> Capacité à organiser, gérer et innover Capacité d'adaptation Capacité à prendre en compte l'environnement institutionnel national Capacité à travailler en équipe

La qualité de la justice :

- La performance : les critères et les outils
- Les bonnes pratiques professionnelles

L'administration au quotidien :

- La sécurité dans les juridictions
- L'organisation et la gestion du cabinet
- La maîtrise des frais de justice
- L'accès au droit, l'aide aux victimes
- Les relations avec le greffe et les partenaires

Les moyens techniques :

- L'environnement informatique du magistrat
- Les applications métier

Économie de la Justice :

- La maîtrise des frais de justice (par fonction)
- Le circuit de la dépense
- La gestion du temps et des flux

L'organisation du ministère de la Justice

- Le secrétariat général
- Les directions centrales et l'organisation régionale



PÔLE DE FORMATION « DIMENSION INTERNATIONALE DE LA JUSTICE »

Formation initiale théorique de niveau I « Etudes » (commune à tous les auditeurs)

<i>Capacités fondamentales travaillées</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à prendre en compte l'environnement institutionnel international
<i>Contenu de la formation</i>
<p>Techniques et pratiques de la coopération judiciaire internationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La connaissance des institutions - La maîtrise des outils et des pratiques <p>L'espace judiciaire européen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le droit européen - La connaissance des institutions - La connaissance des outils et des pratiques - Le Conseil de l'Europe et la protection des droits de l'Homme <p>Le droit et les pratiques judiciaires comparées</p> <p>Les langues et civilisations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Langue obligatoire : anglais - Langues facultatives : allemand, espagnol, italien
<i>Volume de formation</i>
15 demi-journées de formation

Formation initiale théorique de niveau 2 « Préparation aux premières fonctions » (en lien avec une fonction choisie)

<i>Capacités fondamentales travaillées</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à prendre en compte l'environnement institutionnel international
<i>Contenu de la formation</i>
<p>La coopération civile internationale</p> <p>L'entraide judiciaire pénale européenne et internationale</p> <p>Procédures spécifiques aux futures fonctions exercées, approfondissement et actualisation des connaissances</p>

Formation initiale pratique de niveau 2 (en lien avec une fonction choisie)

Stage extérieur à l'étranger sur projet personnel

PÔLE DE FORMATION « ENVIRONNEMENT JUDICIAIRE »

Formation initiale théorique de niveau I « Études » (commune à tous les auditeurs)

<i>Capacités fondamentales travaillées</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à prendre une décision inscrite dans son contexte
<i>- Contenu de la formation</i>
<ul style="list-style-type: none"> - La délinquance et le délinquant : panorama criminologique et psychologique de l'auteur, dans la continuité de séquences du pôle de justice pénale. - La dangerosité et la sanction, en écho avec les séquences du pôle justice pénale et pour préparer le stage pénitentiaire et à l'issue en analyser les enjeux. - La victime et son préjudice, en accompagnement des séquences du pôle de justice civile sur la réparation du préjudice corporel. - La famille et ses mutations, avec une approche interculturelle. L'audition du mineur et le discernement - L'expertise judiciaire - Les modes alternatifs des différends - Les vulnérabilités
Volume de formation
20 demi-journées de formation (conférences-ateliers)

Formation initiale pratique de niveau I (commune à tous les auditeurs)

Stage extérieur

PÔLE DE FORMATION « VIE ÉCONOMIQUE »

Formation initiale théorique de niveau I « Études » (commune à tous les auditeurs)

<i>Capacités fondamentales travaillées</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à prendre une décision fondée en droit et en fait, inscrite dans son contexte empreinte de bon sens et exécutable. • Capacité à prendre en compte l'environnement international et national. • Capacité à analyser, à synthétiser une situation et un dossier, à motiver, formaliser et expliquer une décision. • Capacité à organiser, gérer et innover. • Capacité d'adaptation
<i>Contenu de la formation</i>
<p>Sensibilisation au contexte socio-économique.</p> <p>Découverte de l'entreprise et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - son environnement (mondialisation) - le financement - les fonctions essentielles - Les collaborateurs (management, dialogue social, risques psycho-sociaux) <p>Initiation à quelques outils :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la comptabilité - l'analyse financière <p>Pédagogie alternant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - conférences de chefs d'entreprise, de représentants d'écoles de commerce, de syndicats de salariés et d'employeurs, de petites et grandes entreprises - d'ateliers et tables rondes
Volume de formation
5 demi-journées (conférences et ateliers)

Formation initiale pratique de niveau 2 (en lien avec la fonction choisie)

Approfondissement des contentieux et procédures spécifiques aux futures fonctions exercées au pénal (délinquance économique, financière et technique) et civil (surendettement, crédit à la consommation, prestations compensatoires et contributions alimentaires, tutelles et gestion du patrimoine...)

XI. LES MÉTHODES PÉDAGOGIQUES

Plusieurs méthodes et formats pédagogiques seront utilisés pendant les périodes de formations communes à Bordeaux :

- **Les directions d'études** : Les auditeurs de justice sont répartis en petits groupes de travail de moins de quinze dont la composition est fixe durant toute la période d'études. Préparée par la lecture préalable d'un dossier documentaire ou d'un fascicule pédagogique, la direction d'études s'articule autour de l'étude de cas concrets ou de dossiers réels. Cette approche pratique, ainsi que la taille restreinte du groupe, favorise une interaction importante entre le formateur et les auditeurs.

Les directions d'études sont animées par un ou plusieurs membres du corps enseignant de l'École.

- **Les simulations** : Des exercices de simulations, organisés durant la période d'études dans le cadre des pôles de formation « Processus judiciaire de décision et de formalisation de la justice civile », « Processus judiciaire de décision et de formalisation de la justice pénale » et « Communication judiciaire » permettent aux auditeurs de vérifier leur capacité à mettre en œuvre les techniques professionnelles acquises. Ces exercices sont réalisés à partir de dossiers réels et font l'objet d'une analyse critique sur la base d'un support vidéo. Pour en accentuer la vraisemblance, des élèves greffiers, des élèves avocats, des avocats en exercice y sont régulièrement associés.
- **Le travail en atelier** : Réunion de plusieurs groupes de directions d'études, l'atelier permet une transmission des savoirs dans un cadre fournissant un dialogue interactif entre des praticiens de terrain et les auditeurs.
- **Les conférences** : Destinée à actualiser les connaissances juridiques ou à transmettre une expérience professionnelle particulière, la conférence s'adresse à l'ensemble de la promotion.
- **Les débats et tables rondes** : Axés sur une question d'actualité ou un aspect du programme pédagogique, le débat permet aux auditeurs de confronter leurs analyses avec l'aide des membres du corps enseignant de l'École. Il favorise l'émergence d'une culture de l'écoute et du dialogue.

Durant la période d'études, les activités pédagogiques des pôles de formation sont organisées autour de semaines thématiques.

Durant les périodes de stages, notamment en juridiction, la formation de l'auditeur se construit sur la base d'un accompagnement de l'auditeur par un professionnel expérimenté. Plusieurs formats pédagogiques sont alors mis en œuvre :

- **Les travaux écrits** : Adaptés dans leur difficulté à la progression de l'auditeur, ils permettent à celui-ci de mettre en œuvre les techniques professionnelles acquises à l'École durant la période d'études sous le contrôle d'un magistrat expérimenté.
- **Les audiences** : Elles permettent de la même façon à l'auditeur de mettre en œuvre les techniques spécifiques acquises à l'École afin de le mettre en situation d'en assurer progressivement la tenue sous le contrôle d'un magistrat expérimenté.

XII. L'AFFECTATION EN STAGE

A. LE CHOIX DES LIEUX

1) Principes généraux (extraits du règlement intérieur)

Article 80 : En vue de l'affectation des auditeurs de justice dans les centres et lieux de stage, la liste des postes offerts, notamment dans les différentes juridictions et lieux d'exercice du stage auprès d'un barreau ou comme collaborateur d'un avocat inscrit au barreau leur est communiquée.

Afin d'assurer le bon déroulement des stages, des incompatibilités absolues ou relatives peuvent être instituées par le directeur de l'École. Elles sont mentionnées dans le programme pédagogique.

Les incompatibilités relatives peuvent être levées par le directeur ou son représentant, après avis des deux délégués de promotion, au regard des situations particulières motivées des auditeurs concernés.

Les auditeurs font connaître leurs desiderata d'affectation dans le délai fixé par le directeur de l'École.

Sauf si le stage concerné est programmé en début de scolarité, une répartition amiable des lieux de stage entre les auditeurs est privilégiée.

L'affectation des auditeurs de justice dans les centres et lieux de stage est prononcée par décision du directeur de l'École en tenant compte, dans la mesure du possible, des situations familiales.

Le directeur de l'École peut au cours du stage modifier l'affectation d'un auditeur, soit à sa demande, soit d'office dans un intérêt pédagogique après audition de l'intéressé, ou en cas de manquement aux conditions d'affectation.

2) Le stage juridictionnel

La liste des lieux de stages juridictionnels est dressée à partir des propositions faites par les correspondants de l'École dans les juridictions (coordonnateurs régionaux de formation et directeurs de centres de stage).

3) Le stage avocat

La liste des lieux de stage « avocat » a été établie sur la base des propositions conjointes des directeurs de centre de stage et des bâtonniers locaux. Il ne doit y avoir qu'un seul auditeur de justice par cabinet, sauf exception justifiée par la taille du cabinet (plus de vingt avocats associés ou salariés par exemple).

B. LES EMPÊCHEMENTS À AFFECTATION

Le régime des incompatibilités a notamment pour objectifs :

- de permettre aux auditeurs de justice d'effectuer leur stage dans les meilleures conditions pédagogiques possibles,
- d'assurer une évaluation impartiale.

En application des dispositions de l'article 85 du règlement intérieur de l'École, le directeur ou son délégué se prononce sur les requêtes présentées par les auditeurs de justice et tendant à lever les incompatibilités relatives figurant ci-après.

La liste qui suit revêt un caractère indicatif. Les auditeurs de justice sont en conséquence invités à saisir le directeur de toute situation non expressément prévue mais qui leur paraîtrait de nature à susciter des difficultés.

I) Le stage juridictionnel

Les empêchements absolus

L'auditeur de justice dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité est magistrat à la cour d'appel ne peut être affecté dans un quelconque des tribunaux de grande instance du ressort de la cour.

L'auditeur de justice dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité est magistrat dans un tribunal de grande instance ne peut être affecté ni dans le ressort ce tribunal, ni dans le ressort de l'un des tribunaux de grande instance limitrophes de la cour d'appel concernée (pas de frontières communes).

L'auditeur de justice ayant exercé, dans les cinq années précédant le stage, des fonctions juridictionnelles dans un tribunal de grande instance (juge de proximité, assesseur au tribunal pour enfants, juge consulaire, conseiller prud'homal...) ou des fonctions de délégué du procureur de la République ne peut être affecté ni dans le ressort ce tribunal, ni dans le ressort de l'un des tribunaux de grande instance limitrophes de la cour d'appel concernée.

L'auditeur de justice ayant exercé en qualité d'avocat au barreau du tribunal de grande instance dans les cinq années précédant le stage ne peut y être affecté. Cette incompatibilité absolue s'étend aux tribunaux de grande instance de Bobigny, Créteil, Nanterre et Paris pour les avocats inscrits à l'un de ces barreaux.

L'auditeur de justice ayant exercé en qualité d'assistant de justice dans un tribunal de grande instance dans les cinq années précédant le stage ne peut y être affecté.

Le silence gardé sur ces empêchements entraîne *a minima* à titre de sanction, l'annulation de la décision d'affectation.

Les empêchements relatifs

L'auditeur de justice dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, a été magistrat à la cour d'appel dans les cinq années précédant le stage, ne peut être affecté dans un quelconque des tribunaux de grande instance du ressort de la cour que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, a été magistrat dans un tribunal de grande instance dans les cinq années précédant le stage, ne peut être affecté dans le ressort ce tribunal et dans le ressort de l'un des tribunaux de grande instance limitrophes de la cour d'appel concernée que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice dont le beau-père, la belle-mère, le beau-frère, la belle-sœur, l'oncle ou la tante est magistrat dans une cour d'appel ne peut être affecté dans un quelconque des tribunaux de grande instance du ressort de la cour que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice dont le beau-père, la belle-mère, le beau-frère, la belle-sœur, l'oncle ou la tante est magistrat dans un tribunal de grande instance ne peut être affecté dans le ressort ce tribunal et dans le ressort de l'un des tribunaux de grande instance limitrophes de la cour d'appel concernée que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, le beau-père, la belle-mère, le beau-frère, la belle-sœur, l'oncle ou la tante est fonctionnaire de police, militaire de la gendarmerie, auxiliaire de justice, membre de l'administration pénitentiaire, membre de la protection judiciaire de la jeunesse ou expert judiciaire auprès d'un tribunal de grande instance ou dans une cour d'appel, ne peut être affecté dans un quelconque des tribunaux de grande instance du ressort de la cour que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, le beau-père, la belle-mère, le beau-frère, la belle-sœur, l'oncle ou la tante est fonctionnaire dans une cour d'appel ne peut être affecté dans un quelconque des tribunaux de grande instance du ressort de la cour que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, le beau-père, la belle-mère, le beau-frère, la belle-sœur, l'oncle ou la tante est fonctionnaire dans un tribunal de grande instance ne peut être affecté dans le ressort ce tribunal et dans le ressort de l'un des tribunaux de grande instance limitrophes de la cour d'appel concernée que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité est avocat inscrit au barreau d'un tribunal ou est délégué du procureur ne peut être affecté dans le ressort du tribunal de grande instance que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice ayant exercé en qualité d'auxiliaire de justice (avocat, notaire, huissier), greffier en chef, greffier, fonctionnaire de police ou gendarme, auprès d'un tribunal de grande instance ou dans une cour d'appel ne peut être

affecté dans un quelconque des tribunaux de grande instance du ressort de la cour concernée que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice qui a exercé, avant d'accéder à l'école, un métier de la fonction publique en rapport avec le monde judiciaire (ex : sous-directeur de l'administration pénitentiaire, conseiller d'insertion et de probation, éducateur de la PJJ...) ne peut être affecté dans un quelconque des tribunaux de grande instance du ressort de la cour concernée que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice ayant travaillé soit dans une maison de « Justice et du Droit » soit dans un centre départemental d'accès au droit soit dans une association d'aides aux victimes ou un organisme tutélaire situé dans le ressort d'un tribunal de grande instance ne peut être affecté dans cette juridiction que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice ayant exercé en qualité d'assistant de justice auprès d'une cour d'appel ne peut être affecté dans un quelconque des tribunaux de grande instance du ressort de la cour concernée que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice ayant effectué un stage pendant plus de deux mois à l'occasion des trois dernières années avant le début du stage à quelque titre que ce soit, auprès d'une cour d'appel ou d'un tribunal de grande instance, ne peut être affecté selon le cas dans un quelconque des tribunaux de grande instance du ressort concerné que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

2) Le stage « avocat »

Les empêchements absolus

L'auditeur de justice dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité est avocat ou travaille dans un cabinet d'avocat ne pourra y effectuer son stage.

Les empêchements relatifs

L'auditeur de justice dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité est magistrat dans un tribunal ne peut effectuer son stage avocat dans le ressort de ce tribunal de grande instance que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

L'auditeur de justice ayant exercé en qualité d'auxiliaire de justice (avocat, notaire, huissier), greffier, fonctionnaire de police ou gendarme, auprès d'un tribunal de grande instance ne peut être affecté dans le ressort du tribunal de grande instance concerné que s'il a été autorisé par le directeur de l'École.

Les recommandations déontologiques

Il est recommandé à l'auditeur de justice de se déporter au cas où il devrait intervenir en qualité d'avocat stagiaire dans une instance à laquelle participerait un magistrat ou un avocat membre de sa famille.

Tableau récapitulatif des empêchements à affectation en stage juridictionnel et stage avocat

Situation personnelle	Stage juridictionnel	Stage avocat
Fils ou fille, frère ou sœur, conjoint, concubin ou partenaire uni par un pacte civil de solidarité d'un magistrat affecté à la cour d'appel.	Empêchement absolu sur le ressort de la cour d'appel.	Recommandations déontologiques
Fils ou fille, frère ou sœur, conjoint, concubin ou partenaire uni par un pacte civil de solidarité d'un magistrat d'un T.G.I. de la cour.	Empêchement absolu sur le ressort du T.G.I. concerné et des T.G.I. limitrophes de la cour d'appel concernée.	Recommandations déontologiques
Auditeur ayant occupé des fonctions juridictionnelles (juge de proximité, assesseur au tribunal pour enfants, juge consulaire, conseiller prud'homal...) dans le ressort d'un tribunal de grande instance dans les cinq années précédant le stage.	Empêchement absolu sur le ressort du T.G.I. concerné et des T.G.I. limitrophes de la cour d'appel concernée.	Sans conséquence
Auditeur ayant exercé en qualité d'assistant de justice dans un tribunal de grande instance dans les cinq années précédant le stage.	Empêchement absolu sur le ressort du T.G.I.	Sans conséquence
Auditeur ayant exercé en qualité d'avocat dans un tribunal de grande instance dans les cinq années précédant le stage	Empêchement absolu sur le ressort du TGI (étendu à Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil pour les avocats de ces barreaux)	Recommandations déontologiques
Fils, fille, frère, sœur, conjoint, concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité d'un magistrat qui a été en poste dans une cour d'appel dans les cinq années précédant le stage.	Empêchement relatif sur le ressort de la cour. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence

Fils, fille, frère, sœur, conjoint, concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité d'un magistrat qui a été en poste dans un tribunal de grande instance dans les cinq années précédant le stage.	Empêchement relatif sur le ressort du T.G.I concerné et des T.G.I limitrophes de la cour d'appel concernée. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence
Gendre, belle-fille, beau-frère, belle-sœur, neveu ou nièce d'un magistrat dans une cour d'appel.	Empêchement relatif sur le ressort de la cour. Possibilité de dérogation par le directeur.	Recommandations déontologiques
Gendre, belle-fille, beau-frère, belle-sœur, neveu ou nièce d'un magistrat dans un tribunal de grande instance.	Empêchement relatif sur le ressort du T.G.I. concerné et des T.G.I limitrophes de la cour d'appel concernée. Possibilité de dérogation par le directeur.	Recommandations déontologiques
Fils, fille, frère, sœur, conjoint, concubin ou partenaire uni par un pacte civil de solidarité, gendre, belle-fille, beau-frère, belle-sœur, neveu ou nièce d'un fonctionnaire de police, militaire de la gendarmerie, auxiliaire de justice, membre de l'administration pénitentiaire, membre de la protection judiciaire de la jeunesse ou expert judiciaire.	Empêchement relatif sur le ressort de la cour. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence
Fils, fille, frère, sœur, conjoint, concubin ou partenaire uni par un pacte civil de solidarité, gendre, belle-fille, beau-frère, belle-sœur, neveu ou nièce d'un fonctionnaire affecté à la cour d'appel.	Empêchement relatif sur le ressort de la cour. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence
Fils, fille, frère, sœur, conjoint, concubin ou partenaire uni par un pacte civil de solidarité, gendre, belle-fille, beau-frère, belle-sœur, neveu ou nièce d'un fonctionnaire affecté dans un T.G.I.	Empêchement relatif sur le ressort du T.G.I concerné et des T.G.I limitrophes de la cour d'appel concernée. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence
Fils ou fille, frère ou sœur, conjoint, concubin ou partenaire uni par un pacte civil de solidarité d'un avocat.	Empêchement relatif sur le ressort du T.G.I. Possibilité de dérogation par le directeur.	Empêchement absolu dans le cabinet d'avocat concerné Egalement si l'auditeur est fils ou fille, frère ou sœur, conjoint, concubin ou partenaire uni par un pacte civil de solidarité ou d'une personne employée dans un cabinet d'avocat
Fils ou fille, frère ou sœur, conjoint, concubin ou partenaire uni par un pacte civil de solidarité d'un délégué du procureur.	Empêchement relatif sur le ressort du T.G.I. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence
Auxiliaire de justice (avocat, notaire, huissier), greffier en chef, greffier, fonctionnaire de police ou gendarme, auprès d'un T.G.I ou d'une cour d'appel.	Empêchement relatif sur le ressort de la cour. Possibilité de dérogation par le directeur	Empêchement relatif sur le ressort de la Cour. Possibilité de dérogation par la commission des stages
Ancien fonctionnaire ayant été en relation avec l'autorité judiciaire dans l'exercice de ses fonctions (ex : sous-directeur de l'administration pénitentiaire, conseiller d'insertion et de probation, éducateur de la P.J.J...).	Empêchement relatif sur le ressort de la cour. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence
Ancien assistant de justice auprès de la cour d'appel.	Empêchement relatif sur le ressort de la cour. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence
Ancien stagiaire (pendant plus de deux mois dans les trois dernières années avant le début du stage) au sein de la cour d'appel ou d'un des T.G.I. du ressort	Empêchement relatif sur le ressort de la cour. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence
Ancien stagiaire (pendant plus de deux mois dans les trois dernières années avant le début du stage) au sein d'un T.G.I..	Empêchement relatif au sein de ce T.G.I.. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence
Ancien employé d'une maison de « Justice et du Droit », d'un centre départemental d'accès au droit ou d'un organisme tuteur situé dans le ressort d'un tribunal de grande instance.	Empêchement relatif sur le T.G.I.. Possibilité de dérogation par le directeur.	Sans conséquence

XIII. LE LIVRET PÉDAGOGIQUE DE L'AUDITEUR

Les **appréciations** portées par les formateurs sur la qualité du travail de l'auditeur de justice ont pour objectif de lui permettre de se situer par rapport aux attentes des formateurs, de connaître le degré d'acquisition des compétences fondamentales, des compétences techniques, de connaître les insuffisances repérées et les moyens pour y remédier.

Ces appréciations essentielles pour permettre la progression et le suivi pédagogique de l'auditeur durant les différentes phases de la scolarité, sont transcrites dans un « livret pédagogique de formation » (élaboré dès le début de la scolarité) dans lequel pourront figurer :

- les tests de niveau éventuels (informatique, langues...),
- le profil de compétence élaboré à l'entrée à l'École,
- les évaluations formatives des magistrats enseignants et des maîtres de stage,
- les préconisations des formateurs.

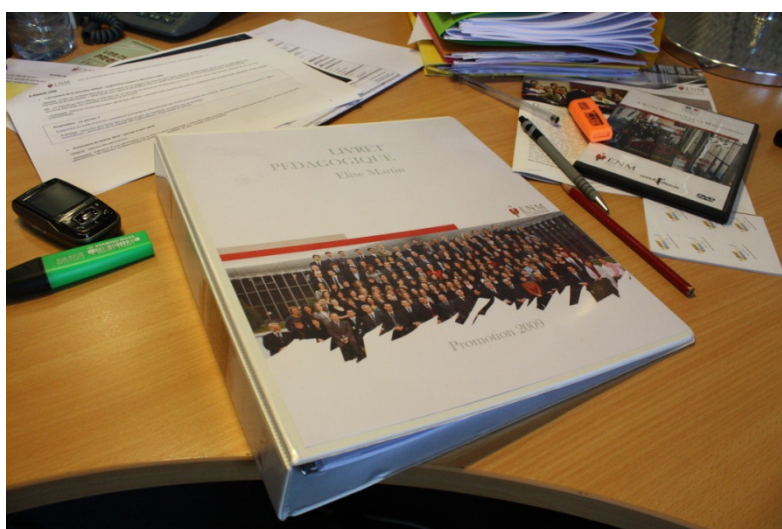
Ce livret sera un document partagé entre l'auditeur de justice et les formateurs. Il est tenu par la sous-direction des études durant la scolarité bordelaise puis transmis au directeur de centre de stage lors de l'arrivée en stage juridictionnel.

Une réunion de bilan pédagogique à la fin de la période d'études permet, par la confrontation des observations et analyses de l'ensemble des formateurs ayant suivi l'auditeur de justice, d'arrêter des préconisations de formation et des recommandations éventuelles d'adaptation du stage juridictionnel qui sont consignées dans le livret. Cette réunion se déroule en présence du sous-directeur des études et du sous-directeur des stages.

L'existence du livret pédagogique doit s'accompagner d'échanges réguliers (entretiens pédagogiques) entre l'auditeur de justice et ses formateurs :

- une fois au milieu de la période d'études
- une fois à la fin de la période d'études
- une fois au milieu du stage juridictionnel

Ce livret n'a pas vocation à servir d'élément pour l'**évaluation** qui se concentre pour sa part sur la vérification de l'acquisition des compétences dans la perspective d'une déclaration d'aptitude et de l'élaboration du classement des auditeurs de justice.



XIV. LA VALIDATION DE L'ACQUISITION DES COMPÉTENCES ET LE CLASSEMENT DES AUDITEURS

L'évaluation a pour objectifs de :

- Mesurer le degré d'acquisition des capacités fondamentales du magistrat et de maîtrise des techniques propres à chaque fonction. En cela elle constitue l'un des éléments pris en compte par le jury de l'examen d'aptitude et de classement pour asseoir sa décision d'aptitude.
- Fournir des éléments chiffrés dont la somme permettra de déterminer le rang de classement des auditeurs de justice. Ce classement a pour seul objectif de déterminer l'ordre dans lequel les auditeurs de justice choisiront leur premier poste d'affectation.

A. DURANT LA SCOLARITÉ GÉNÉRALISTE : LE LIVRET DE L'ÉVALUATION

En fin de période d'études, trois épreuves écrites, corrigées anonymement (sur la base d'une grille d'évaluation) par les membres du corps enseignant de l'École permettent d'évaluer les acquisitions propres à cette période de formation :

- Épreuve écrite portant sur les techniques professionnelles des fonctions civiles¹
- Épreuve écrite portant sur les techniques professionnelles des fonctions pénales²
- Épreuve écrite portant sur les enseignements thématiques transversaux³

Cette évaluation porte sur les compétences suivantes :

- Capacité à identifier, s'approprier et mettre en œuvre les règles déontologiques
- Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier
- Capacité à identifier, respecter et garantir un cadre procédural
- Capacité à prendre une décision, fondée en droit et en fait, inscrite dans son contexte, empreinte de bon sens, et exécutable
- Capacité à motiver, formaliser et expliquer une décision
- Capacité à prendre en compte l'environnement institutionnel national et international

Durant la période du stage juridictionnel l'auditeur est évalué dans le cadre de trois épreuves en situation réelle sur le lieu du stage. Ces évaluations sont faites par le coordonnateur régional de formation sur la base d'une grille d'évaluation élaborée par l'École :

- À l'occasion de la présidence d'une audience correctionnelle
- À l'occasion des réquisitions orales devant le tribunal correctionnel
- À l'occasion de la tenue d'une audience civile de cabinet

¹ Portant sur les enseignements dispensés dans le cadre du pôle « Prise de décision et formalisation de la justice civile »

² Portant sur les enseignements dispensés dans le cadre du pôle « Prise de décision et formalisation de la justice pénale »

³ Portant sur les enseignements dispensés dans le cadre des six autres pôles

Avant de fixer la note, le coordonnateur régional de formation recueille l'avis du magistrat maître de stage sous l'autorité duquel l'auditeur est placé durant l'audience.
Cette évaluation porte sur les capacités suivantes :

- Capacité à identifier, s'approprier et mettre en œuvre les règles déontologiques
- Capacité d'adaptation
- Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier
- Capacité à identifier, respecter et garantir un cadre procédural
- Capacité à adopter une position d'autorité ou d'humilité adaptée aux circonstances
- Capacité à la relation, à l'écoute et à l'échange
- Capacité à préparer et conduire une audience ou un entretien judiciaire dans le respect du contradictoire
- Capacité à susciter un accord et à concilier
- Capacité à prendre une décision, fondée en droit et en fait, inscrite dans son contexte, empreinte de bon sens, et exécutable

Au terme du stage juridictionnel, le directeur de centre de stage rédige un premier rapport faisant le bilan du stage.

Une réunion de l'ensemble des magistrats maîtres de stage ayant suivi l'auditeur et du directeur de centre de stage permet un échange sur l'aptitude de l'auditeur à occuper les fonctions proposées à la sortie de l'École. Présent à cette réunion, le coordonnateur régional de formation en fait une synthèse sous la forme d'un second rapport. Il mentionne en outre son avis sur l'aptitude de l'auditeur.

Après cette réunion (et avant la rédaction de son rapport), il peut s'entretenir avec l'auditeur de justice, notamment dans le cas où des réserves auraient été émises quant à son aptitude.

Les deux rapports sont notifiés à l'auditeur de justice qui peut faire des observations qui sont alors transmises au jury.

* * *

Les six notes (de 0 à 20) ainsi obtenues lors des épreuves de fin d'études et de fin de stage juridictionnel concourent chacune avec un coefficient 1 au rang de classement final.

Elles constituent avec les rapports précédemment évoqués le « livret d'évaluation de l'auditeur de justice » qui sera transmis au jury. L'auditeur de justice peut, s'il le souhaite, faire avant sa transmission au jury, toutes observations sur le contenu de ce livret. Il peut communiquer, s'il le souhaite, son livret pédagogique à l'appui de ses observations⁴.

B. AU TERME DE LA FORMATION GÉNÉRALISTE : L'EXAMEN D'APTITUDE ET DE CLASSEMENT

La formation à l'École nationale de la magistrature est une formation probatoire.

Le jury

Le jury de l'examen d'aptitude et de classement est composé de neuf membres nommés par arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice, sur proposition du conseil d'administration de l'École

⁴ Seule une communication intégrale du livret est autorisée

Composition du jury de l'examen d'aptitude et de classement

- Un magistrat hors hiérarchie à la Cour de cassation, président
- Un directeur, chef de service ou sous-directeur au ministère de la Justice ou un membre de l'inspection générale des services judiciaires, vice-président
- Un maître des requêtes au Conseil d'Etat ou un conseiller référendaire à la Cour des comptes
- Trois magistrats de l'ordre judiciaire
- Deux professeurs des universités chargés d'un enseignement de droit
- Un avocat ou un avocat honoraire

Des examinateurs spécialisés peuvent être adjoints au jury par arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice. Ils ne participent pas aux délibérations finales du jury.

a) Les épreuves

L'examen d'aptitude et de classement se décompose en quatre séquences :

- L'entretien avec le jury ⁵ (40 minutes) :

L'auditeur de justice développe, à partir d'un dossier dont il a eu à connaître à l'occasion de sa formation, pendant quinze minutes, une question relative au rôle de l'institution judiciaire, à son fonctionnement, au statut et au positionnement du magistrat ou à la place du justiciable (le développement d'une question purement juridique est proscrit, les capacités de l'auditeur de justice en ce domaine étant évaluées par ailleurs).

L'auditeur de justice expose ensuite, pendant dix minutes, l'analyse qu'il fait d'un cas pratique, tiré au sort, portant sur une question de déontologie (il bénéficie de trente minutes de préparation à cet effet avant l'épreuve).

La conversation avec le jury qui s'ensuit prend appui sur les éléments exposés par l'auditeur de justice ou sur l'expérience acquise au cours de sa scolarité (stage avocat et stage juridictionnel notamment).

- Une épreuve de rédaction d'un jugement civil (6 heures)
- Une épreuve de rédaction d'un réquisitoire définitif (6 heures)
- Un test en langue anglaise ⁶

Les trois notes (de 0 à 20) ainsi obtenues, ainsi que le résultat du test⁷, concourent pour le rang de classement final (entretien coefficient 3, épreuves de rédaction coefficient 1,5 chacune).

b) La décision du jury

Au terme des épreuves de l'examen d'aptitude et de classement, le jury prend connaissance des notes des épreuves de fin d'études et de stage juridictionnel.

⁵ Alors composé du président et du vice-président du jury, de deux magistrats de l'ordre judiciaire (siège et parquet) et d'un avocat

⁶ Validation d'une formation qualifiante

⁷ Sous forme de bonification de points

Séquences de formation	Nature des épreuves	Durées des épreuves	Contenu des épreuves	Coefficients
Études	Épreuve écrite	6 heures	Techniques professionnelles des fonctions civiles	1
	Épreuve écrite	6 heures	Techniques professionnelles des fonctions pénales	1
	Épreuve écrite	6 heures	Enseignements thématiques transversaux	1
Stage juridictionnel	Épreuve orale	une audience	Présidence de l'audience correctionnelle	1
	Épreuve orale	une audience	Réquisitions devant le tribunal correctionnel	1
	Épreuve orale	une audience	Tenue d'une audience civile de cabinet	1
Examen d'aptitude et de classement	Épreuve orale	40 minutes	Entretien avec le jury	3
	Épreuve écrite	6 heures	Jugement civil	1,5
	Épreuve écrite	6 heures	Réquisitoire définitif	1,5
	Test		Langue anglaise	Bonification de points ⁸

Il se prononce en premier lieu sur l'aptitude de chaque auditeur à exercer, à la sortie de l'École, les fonctions judiciaires, après avis motivé du directeur de l'École⁹ et au vu des rapports du directeur de centre de stage et du coordonnateur régional de formation.

Le jury peut prononcer :

- Une déclaration d'aptitude générale
- Des recommandations fonctionnelles
- Des réserves
- Le renouvellement d'une année d'études¹⁰
- Une déclaration d'inaptitude

Le jury détermine ensuite le total des points obtenus par chaque auditeur déclaré apte (avec ou sans recommandations fonctionnelles) et arrête par ordre de mérite d'après le total des points obtenus par chacun, la liste de classement.

Il n'existe pas de recours contre la décision du jury, à l'exception du recours devant la juridiction administrative.



⁸ Article 112 du règlement intérieur: Le test de langue anglaise prévu au 4° de l'article 47 du décret n° 72-355 du 4 mai 1972 permet aux auditeurs d'obtenir des points supplémentaires. Chaque degré de progression dans le cadre commun de référence européen entre le test effectué en début de scolarité et le test effectué dans le cadre de l'examen d'aptitude et de classement permet l'attribution d'une bonification de un point dans la limite de cinq points.

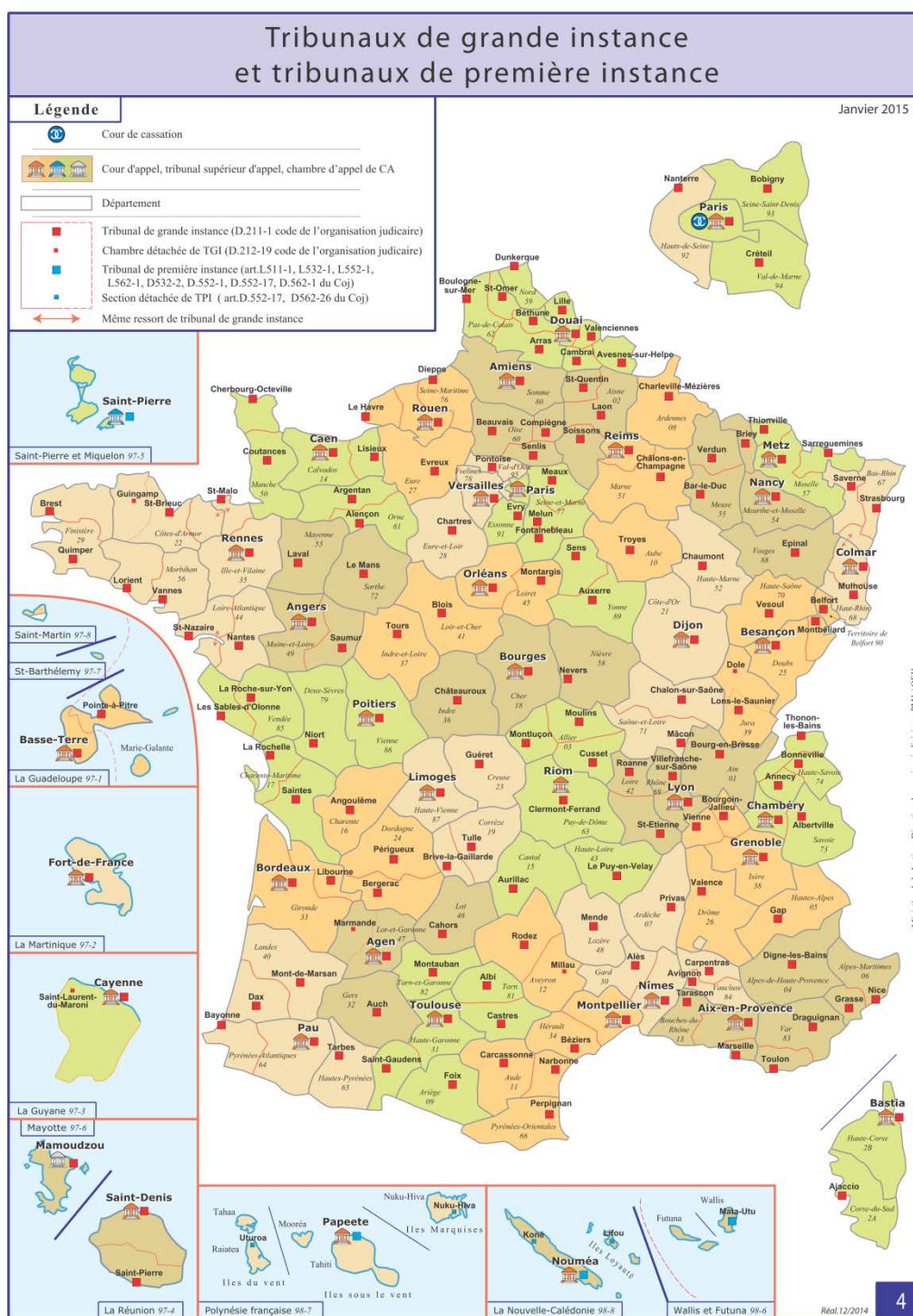
⁹ Cet avis est notifié à l'auditeur de justice lorsque celui-ci conclut à une déclaration d'inaptitude, à des recommandations, à des réserves ou à un renouvellement d'une année d'étude

¹⁰ Cette décision se traduit par le redoublement du stage juridictionnel

XV. LE CHOIX DES POSTES A LA SORTIE DE L'ECOLE

Les auditeurs de justice classés par le jury choisissent leur poste d'affectation à la sortie de l'École dans une liste élaborée par le ministère de la justice. La répartition s'opère suivant l'ordre du classement.

Ils ont au préalable signé un engagement de servir l'État pendant une durée de dix années.



(Carte au 1^{er} janvier 2015)

XVI. LE SERMENT DU MAGISTRAT

Au terme de leur formation, les auditeurs de justice prêtent le serment du magistrat devant les magistrats de la cour d'appel d'affectation à l'occasion d'une audience solennelle.

Le serment des magistrats

"Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat"

